



GUIDE PRATIQUE sur les Initiatives de Contrôle Citoyen

Seconde Édition





À PROPOS DU GUIDE

La deuxième édition du Guide pratique sur les initiatives de contrôle citoyen est une ressource d'apprentissage qui vise à soutenir la création d'une communauté de pratique de praticiens, de défenseurs et d'experts au sein du domaine de la redevabilité sociale en Afrique de l'Ouest. Ce guide est une version actualisée de la première édition qui a été publiée en 2018. Le guide présente des études de cas d'initiatives de redevabilité sociale dans la région de l'Afrique de l'Ouest, entrecoupées de définitions des terminologies liées à ce concept. Ce guide a pour but d'approfondir la compréhension et de favoriser une meilleure appréhension du concept de redevabilité sociale, de son potentiel pour le renforcement de la redevabilité dans la région, et des défis qui peuvent être rencontrés dans la mise en œuvre d'initiatives de redevabilité sociale dans le contexte ouest-africain. Nous espérons que le Guide servira de catalyseur pour le développement et l'adaptation du concept de redevabilité sociale en Afrique de l'Ouest, par les OSC, les praticiens du développement, les agences gouvernementales locales et centrales, les bailleurs de fonds, et tous ceux qui sont intéressés à faire progresser la redevabilité en Afrique de l'Ouest.

Ce guide est le fruit d'ateliers d'apprentissage et de réflexion organisés par l'Institut de la société civile d'Afrique de l'Ouest (WACSI), l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) et la Fondation Hewlett.

REMERCIEMENTS

L'Institut remercie sincèrement Mme Esi Sey pour son travail remarquable dans la réalisation de la première édition de ce guide. WACSI est également heureux de remercier les membres du personnel qui ont coordonné l'élaboration de la deuxième édition, notamment Charles Kojo Vandyck, Ngnaoussi Elongué Cédric Christian, Leandre Banon et Chamrid Kpadonou. L'Institut tient à remercier la Fondation Hewlett pour son soutien technique et financier tout au long du processus de développement de cette version actualisée. Ce guide a été illustré et mis en page par : Chamrid Kpadonou et Michael Kumordzi Tetteh, WACSI. Traduit et revu par : Samuel Ayisi, Ysé Auque-Pallez et Sunday Kadi, WACSI



SECTION 1: PROLOGUE

Renforcer la Redevabilité Sociale en Afrique de l'Ouest: Opportunités et Défis

Par Udo Jude Ilo

Guide Pratique sur les Initiatives de Contrôle Citoyen: 2nde Édition

INTRODUCTION

La redevabilité, la transparence, la participation et l'inclusion sont quatre principes qui sont devenus des caractéristiques presque universelles des déclarations de politique générale et des programmes des organisations internationales de développement. Pourtant, ce nouveau consensus apparemment très répandu est trompeur : derrière les déclarations retentissantes se cachent des fractures concernant la valeur et l'application de ces concepts.

La redevabilité sociale est progressivement en train de devenir une réponse efficace au déficit de gouvernance en Afrique de l'Ouest. La région a enregistré de grands progrès en matière de démocratie électorale et d'engagement des citoyens dans le processus électoral, mais elle a tardé à traduire la démocratie électorale en bonne gouvernance. Alors que la responsabilité électorale a suscité beaucoup d'intérêt de la part des citoyens, l'engagement avec le gouvernement après les élections n'a pas été aussi prononcé. Les citoyens sont souvent peu engagés dans le processus de gouvernance après les élections. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, les élus n'ont pas vraiment tenu les promesses de la démocratie et les attentes modérées de la population. Au sein de la structure formelle de la redevabilité (exécutive, législative et judiciaire), les intérêts des citoyens n'ont pas été suffisamment protégés et ces structures n'ont pas non plus permis de répondre efficacement aux revendications des citoyens.

De nombreux gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont adopté, de manière rhétorique, la valeur de la redevabilité, de la participation et de l'inclusion, et se sont joints à des initiatives internationales visant à promouvoir ces principes. Toutefois, la volonté politique de traduire ces engagements en réformes politiques de fond fait souvent défaut. Certains gouvernements restent farouchement opposés à l'intégration de ces principes dans l'agenda du développement international, les considérant comme des portes d'entrée à une ingérence politique illégitime. La redevabilité sociale permet donc aux citoyens de s'assurer que le gouvernement répond à leurs besoins en s'organisant entre eux et en s'engageant auprès du gouvernement et des prestataires de services. Elle repose sur les structures sociales et communautaires existantes qui permettent aux citoyens de faire pression pour obtenir ce qui est le mieux pour eux et d'exiger de leur gouvernement un certain niveau de réactivité face aux besoins des citoyens et de redevabilité. Elle fait référence au large

éventail d'actions et de mécanismes que les citoyens peuvent mettre en œuvre pour demander des comptes au gouvernement (représenté par les fonctionnaires et les prestataires de services), à ses actions, aux sociétés civiles, aux médias et aux autres acteurs de la société qui promeuvent ou facilitent la capacité des citoyens à demander des comptes à l'État ou à ses agents.

En Afrique de l'Ouest, nous voyons des groupes communautaires de femmes, des organisations de base, des associations de parents d'élèves, des groupes de jeunes et des groupes religieux qui travaillent tous à l'amélioration de la vie de leurs concitoyens et à établir des relations plus engageantes et plus productives avec le gouvernement. Ces pratiques ont donné des résultats dans toute la région et, malgré les défis auxquels elle est confrontée, l'Afrique de l'Ouest dispose d'un énorme potentiel pour améliorer la qualité de la gouvernance dans la région. Ce document tente d'examiner le contexte et les formes de redevabilité sociale en Afrique de l'Ouest, les conditions nécessaires pour son efficacité, certains des défis auxquels elle est confrontée et les immenses opportunités d'expansion.

1- LE CONTEXTE OUEST AFRICAIN

L'Afrique de l'Ouest a été qualifiée à plusieurs reprises de région de paradoxe. Le niveau croissant de pauvreté et les défis aigus des services sociaux ne complètent pas les progrès encourageants réalisés en matière de démocratie électorale. Aucun autre secteur n'illustre le défi de la gouvernance dans la région que le secteur de la santé. L'épidémie d'Ebola qui a ravagé la Sierra Leone, le Liberia et la Guinée a révélé l'immense délabrement du secteur de la santé dans ces trois pays. Personne ne doute du fait que si le virus Ebola a fait autant de victimes, c'est en raison de services de santé inadéquats et quasi-absents dans ces trois pays. On peut dire que ces pays font des progrès en matière de « gouvernance démocratique ». L'incapacité de la démocratie à fournir les services sociaux les plus élémentaires est un problème qui touche l'ensemble de la région.

Le Nigeria, malgré ses « richesses », a un système de santé déplorable. Les données montrent que la mortalité infantile est proche de 65 pour 1000 naissances. La mortalité maternelle est excessivement élevée. Selon l'UNICEF, le Nigeria perd chaque jour environ 2 300 enfants de moins de cinq ans et 145 femmes en âge de procréer. Cela fait du pays le deuxième plus grand contributeur au taux de mortalité des moins de cinq ans et de mortalité maternelle dans le monde. Le Libéria

a également l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde, avec 1 072 pour 100 000 naissances. Plutôt que de diminuer, ce taux a continué à augmenter depuis 2000, où il était de 578 pour 100 000 naissances. Le taux de mortalité des moins de cinq ans (U5MR) et le taux de mortalité des nouveau-nés (NMR) restent élevés, avec respectivement 70 pour 1 000 naissances et 24 pour 1 000 naissances vivantes. La disponibilité de services médicaux de qualité dans le pays est discutable. Les pays d'Afrique de l'Ouest, y compris les États affichant une démocratie comme le Ghana et le Sénégal, sont également confrontés à des défis importants dans le secteur de la santé.

Dans le domaine de l'éducation, le Nigeria est parmi les pays qui comptent le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. La scolarisation des filles est très faible dans la partie nord du pays et par exemple, l'État du Sokoto a une commune où il n'y a pas d'école secondaire. La qualité de l'enseignement public au Nigeria est très médiocre. La plupart des familles de la classe moyenne n'ont pas leurs enfants à l'école publique, ce qui affaiblit encore la possibilité de toute réforme sérieuse dans ce domaine. La situation est similaire au Bénin, Mali et Niger. Le développement des infrastructures dans la région est nettement insuffisant. Peu de pays d'Afrique de l'Ouest peuvent se targuer de disposer de bons et solides réseaux routiers, d'un système de transport opérationnel et d'un approvisionnement régulier en électricité. L'absence de ces équipements a un impact négatif sur l'agriculture et les petites entreprises, compromet le développement économique et limite les possibilités de croissance économique des citoyens. La région est confrontée à des problèmes de logement inadéquat, de fuite du filet de sécurité des fonctionnaires et de désintérêt croissant des États pour le sort des citoyens. L'histoire se répète dans tous les domaines de la vie dans la région.

Bien que les lois et les constitutions de la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest reconnaissent le rôle de l'État dans la fourniture de services de base et la garantie d'une bonne gouvernance, au-delà des élections, les citoyens disposent de peu de moyens pour demander des comptes au gouvernement ou pour s'assurer que celui-ci soit à la hauteur de ses responsabilités. Nous avons un système de service public qui est tout sauf orienté vers les services. Les mécanismes permettant aux citoyens de se conformer sont souvent minés par une structure institutionnelle déficiente, ce qui rend ces mécanismes impossibles à être mis au service des citoyens. Dans de nombreux pays, il existe le

bureau du médiateur ou des commissions publiques de conformité. La plupart du temps, ces institutions manquent d'autonomie politique et financière, de compétences techniques et d'espace opérationnel pour remplir leurs fonctions. Le système judiciaire a davantage servi d'albatros que d'institution véritablement fiable. Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, l'accès à la justice est un mirage. La combinaison de procédures judiciaires lourdes, de la corruption dans le système judiciaire et du coût élevé des services juridiques limite la capacité des citoyens à demander des comptes au gouvernement par le biais des systèmes judiciaires. L'alternative naturelle qui consiste à dialoguer avec les représentants du corps législatif n'a pas été aussi efficace que souhaité.

La branche législative des gouvernements de la région semble n'être qu'une simple annexe de l'exécutif. Dans les cas où ils semblent autonomes, ils s'intéressent davantage aux intérêts égoïstes et bornés du pouvoir législatif qu'aux défis auxquels leurs électeurs sont confrontés. Étant donné la réalité de la gouvernance dans la région et les faiblesses des structures formelles de responsabilité, les citoyens se tournent de plus en plus vers l'"auto-assistance" et la redevabilité sociale comme moyen de résoudre les nombreux problèmes auxquels ils sont confrontés dans la région. L'Afrique est principalement composée de groupes ethniques et tribaux qui étaient par nature communautaires. Il existe une longue tradition de pratiques où les citoyens se rassemblent et s'organisent pour relever les défis auxquels ils sont confrontés en tant que communauté. Alors que la démocratie continue de ne pas tenir ses promesses, les citoyens de la région trouvent de plus en plus de force et parviennent à s'organiser et à trouver d'autres moyens de protéger et de promouvoir leurs intérêts par des initiatives de redevabilité sociale.

2- COMPRENDRE LA REDEVABILITÉ SOCIALE

"La redevabilité sociale est une approche visant à établir une responsabilité qui repose sur l'engagement civique, dans laquelle les citoyens participent directement ou indirectement à l'exigence de redevabilité du service et des fonctionnaires."

La définition ci-dessus situe clairement la redevabilité sociale dans l'effort direct des citoyens. La redevabilité sociale concerne l'effort des citoyens pour traiter collectivement des questions de services sociaux et publics qui les concernent. Deux éléments ressortent

clairement : la présence d'informations pour les aider à comprendre les problèmes et les efforts déployés par les citoyens pour les résoudre. Dans un environnement où les services publics sont souvent inadéquats, la redevabilité sociale est devenu un outil d'engagement direct du système et des fournisseurs de services pour garantir que les citoyens reçoivent des services adéquats ou, dans la plupart des cas, une explication adéquate des raisons pour lesquelles ces services ne sont pas disponibles. Elle combine la pression sociale et politique pour s'assurer que les responsables sont tenus en alerte. La redevabilité sociale complète les modes traditionnels de responsabilité tels que l'enquête législative, les litiges, etc. Dans certains cas, elle permet d'actionner ces modes traditionnels de responsabilité.

3- FORMES DE CONTRÔLE CITOYEN

Lorsque les citoyens se mobilisent pour réclamer davantage de transparence ou de meilleurs services publics pour leur communauté, ils sont les moteurs d'efforts menés par les citoyens pour exiger davantage de redevabilité sociale. Il existe différents types de contrôle citoyen. Ils peuvent inclure les suivants:

- Pétitions en faveur de la liberté d'information et surveillance des marchés publics;
- Bulletins d'informations des citoyens et les fiches d'évaluation des collectivités (bulletins de score) ;
- Contrôle communautaire de la prestation des services publics ;
- Contrôle par les citoyens des promesses faites pendant les campagnes politiques;
- Budget participatif, suivi des dépenses publiques et responsabilité fiscale ;
- Participation significative à l'élaboration des politiques publiques, y compris au processus de révision constitutionnelle ;
- Commissions et audits publiques ;
- Conseils consultatifs de citoyens ;
- Chartes des citoyens
- Organisation à la base et évaluation de l'impact des projets

La liste est loin d'être exhaustive. Lorsque les femmes issues des communautés locales se mobilisent pour

aborder les questions liées à l'école de leurs enfants ou à la santé maternelle dans leur communauté, cela relève du contrôle citoyen et de la redevabilité sociale. Lorsque les parents s'organisent pour améliorer les conditions scolaires, c'est aussi un moyen de pousser pour plus de redevabilité sociale. Lorsque les élèves lancent des pétitions pour signaler la mauvaise alimentation à l'école, c'est l'action menée par les citoyens qui relève du contrôle citoyen et de la redevabilité sociale. Dans toute la région, il y a des degrés divers de citoyens qui font pression pour davantage de redevabilité sociale et des meilleurs services publics. Les leçons à en tirer pour assurer une gouvernance attentive aux besoins de la population dans la région sont différentes.

4- ÉLÉMENTS DU CONTRÔLE CITOYEN

Il existe certains éléments clés qui rendront efficace les efforts de contrôle citoyen. Il s'agit notamment des éléments suivants:

Information: Ceci est fondamental pour tout effort de contrôle citoyen. Les citoyens doivent disposer des faits nécessaires pour prendre une décision en connaissance de cause. Dans la plupart des cas, c'est la disponibilité des informations qui suscite l'intérêt des citoyens ou d'une communauté pour s'organiser et formuler des demandes auprès des prestataires de services. Pour tout groupe qui tente de faire pression en faveur de la redevabilité sociale, la première étape consiste à recueillir et à diffuser des informations d'une manière qui soit facilement assimilable par la communauté ciblée. Si, par exemple, le problème concerne la construction de routes qui a été budgétisée et non réalisée, les informations fournies doivent être telles qu'elles aident les citoyens à comprendre qu'ils ont droit à ce service, qui en est responsable et les mesures nécessaires qui peuvent être prises pour garantir la fourniture de ce service. À cet égard, les moyens de communiquer cette information et la source de cette information sont nécessaires. L'information doit être diffusée par un moyen de communication avec lequel le groupe cible est à l'aise et par une source en laquelle il a confiance. De cette manière, la crédibilité de l'intention et de l'information est établie dès le début du processus.

Mobilisation: Lorsque les citoyens seront informés et éduqués sur leurs droits, il sera nécessaire de mettre ces connaissances et ces informations en pratique. La mobilisation est un appel à l'action. Aider les citoyens

à se rassembler sur une ou plusieurs plateformes pour faire avancer les questions qui leur tiennent à cœur. Le contrôle citoyen se fonde sur l'action collective. Comme disait un célèbre militant nigérian. "N'agonisez pas, mais organisez-vous".

Education: Les citoyens ont besoin d'un certain niveau de sensibilisation pour comprendre leur rôle dans la promotion de la redevabilité. Dans toute la région, de nombreuses communautés considèrent les services fournis par le gouvernement comme une faveur et non comme un dû ou un droit établi par la loi. Une orientation de cette nature brime l'activisme ou la demande des citoyens. Il est important d'éduquer correctement les communautés ciblées sur leurs droits et les obligations de l'État ou des prestataires de services à leur égard. De cette façon, elles sont mieux à même d'apprécier leur rôle dans la garantie de la redevabilité. L'éducation peut se faire par le biais d'institutions traditionnelles telles que les réunions de clans, les institutions religieuses, les campagnes radiophoniques, les dépliants et les affiches, ainsi que dans les écoles et les universités.

Engagement pour le Changement: Il doit y avoir un engagement entre les citoyens et les responsables. Il est certes utile de parler des défis et des problèmes, mais la seule façon d'influencer le changement est d'impliquer le gouvernement ou les prestataires de services. Cela peut se faire par le biais de réunions, de pétitions, de réseaux sociaux ou d'autres interactions informelles. Lorsqu'ils s'engagent avec des fonctionnaires ou des responsables, les citoyens doivent être clairs sur le défi qu'ils tentent de soulever et être ouverts à une meilleure compréhension en écoutant l'autre côté.

Bien que la liste ci-dessus ne soit en aucun cas une liste exhaustive des éléments nécessaires au contrôle citoyen, elle est indicative et fournit quelques indications sur les actions clés nécessaires à une campagne ou une initiative de contrôle citoyen efficace.

5- LES DÉFIS DES INITIATIVES DE CONTRÔLE CITOYEN:

Malgré l'utilisation croissante du contrôle citoyen comme outil de bonne gouvernance dans la région, le contrôle citoyen est encore confronté à de nombreux défis. Il convient de souligner que la redevabilité sociale est l'affaire des citoyens. Son succès repose sur la passion, la cohérence et la mobilisation des citoyens. Parmi les défis notables, on peut citer les suivants:

Manque d'information: L'un des problèmes auxquels se heurte le contrôle citoyen est le manque d'information. De nombreux gouvernements d'Afrique de l'Ouest sont encore plongés dans l'opacité, avec peu ou pas de mécanismes permettant de mettre à la disposition des citoyens les informations relatives aux décisions gouvernementales. Dans les cas où des mécanismes comme la liberté d'information existent, ils sont entravés par des défis d'ordre bureaucratique. Souvent, les responsables gouvernementaux considèrent la diffusion de l'information comme une exception à la règle. Les chiffres budgétaires, les profils de projets et les plans de développement ont souvent une diffusion limitée. Cela rend difficile pour les citoyens de savoir ce qui se passe et augmente la charge de ceux qui mobilisent les citoyens dans la mise à disposition de l'information. Il existe également des cas où les informations publiques ne sont pas présentées dans des formats facilement compréhensibles par les citoyens. Dans ce type d'environnement, la mobilisation est difficile.

Apathie des citoyens: Il est compréhensible que tant de citoyens aient renoncé à leur gouvernement. Les années d'échec dans la prestation de services ont forcé beaucoup d'entre eux à recourir à l'auto-assistance pour s'occuper de la fourniture des équipements publics. Les crises d'Ebola ont accentué de façon tragique le niveau de méfiance des citoyens à l'égard du gouvernement. Les gens ne veulent pas perdre leur temps à solliciter le gouvernement dont ils pensent qu'il n'a aucun intérêt à fournir des services. Beaucoup de citoyens de la région ne sont donc pas motivés à se joindre aux efforts de redevabilité sociale ou à les encourager. Par conséquent, de nombreux citoyens, en particulier la classe dite moyenne, développent leur propre stratégie de survie en investissant dans des espaces privés (c-à-d. des écoles privées, des cliniques...) et dans le secteur informel.

Fermeture des espaces civiques: Dans de nombreux pays de la région, les efforts d'organisation communautaire visant à remettre en question les actions du gouvernement sont souvent interprétés à tort comme une confrontation ou des activités "anti-gouvernementales". Le gouvernement tente alors d'intimider ou de diaboliser ces efforts. Cela augmente les risques personnels pour les organisateurs et décourage l'intérêt et la participation des citoyens.

Manque de conscience civique et d'éducation formelle: De nombreux citoyens de la région ne connaissent pas leurs droits civiques ou ne comprennent

pas clairement le fonctionnement du gouvernement. Les obligations du gouvernement envers les citoyens et la responsabilité concomitante des citoyens ne sont pas très populaires. Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, il n'y a pas d'investissement dans la conservation de l'histoire, ce qui rend difficile pour les citoyens de comprendre et d'apprécier l'évolution de la démocratie dans leur contexte local. Le manque d'éducation formelle limite la capacité des citoyens à interagir avec les décideurs, à comprendre les décisions en cours, à formuler des contributions appropriées et à revendiquer pleinement leurs droits. Cela a entravé l'efficacité des initiatives de contrôle citoyen. De nombreux citoyens ne comprennent pas qu'ils ont un rôle à jouer. Le contrôle citoyen est plus efficace lorsqu'il y a une adhésion massive des citoyens. Sans une culture et un système durable d'éducation civique, beaucoup de citoyens ne sont pas enclins à demander des comptes au gouvernement.

Fonds et temps: Le contrôle citoyen bénéficie beaucoup du soutien des donateurs. Souvent, la mobilisation est coûteuse et exige du temps et des ressources. Cependant, étant donné que la formation d'un mouvement social est un investissement à long terme, de nombreux bailleurs de fonds soucieux de gains rapides (pour soumettre leurs rapports annuels) ne sont pas enthousiastes à l'idée d'apporter un soutien à long terme. Cela prive les citoyens du soutien à long terme nécessaire à ce que leurs efforts s'implantent durablement.

Absence de sanctions: Que se passe-t-il lorsque les citoyens sont mécontents du gouvernement ou des prestataires de services ? Ils attendent souvent des élections dans le cadre du calendrier électoral. Entre les deux, les possibilités de sanctions à l'encontre des responsables sont limitées. L'affaiblissement du système de valeurs sociales rend difficile d'imposer des conséquences sociales. De plus en plus, l'absence de sanctions immédiates donne au gouvernement ou aux prestataires de services la possibilité d'ignorer les préoccupations légitimes des citoyens ou de coopérer avec les initiatives menées par les citoyens.

Fractures sociales et politique: Nous vivons dans une région très fragmentée. Souvent, l'effort légitime des citoyens est injustement perçu à travers le prisme étroit de la perspective ethnique ou religieuse. Cela limite la capacité des citoyens à se rassembler au-delà des lignes ethniques et religieuses pour faire pression sur le gouvernement. Les politiciens font souvent appel

aux sentiments religieux et ethniques pour miner la demande des citoyens. Même au niveau de la base, il existe toujours un sentiment d'identité qui peut être exploité pour nuire à l'objectif commun des citoyens.

6- OPPORTUNITÉS ET RECOMMANDATIONS

Il existe d'énormes possibilités pour les militants d'intensifier le travail sur la redevabilité sociale. Il est important d'affirmer clairement qu'étant donné les défis de gouvernance auxquels l'Afrique de l'Ouest est confrontée, le contrôle citoyen est fondamental pour garantir que les citoyens bénéficient des fruits de la démocratie et soient les bénéficiaires des promesses gouvernementales. C'est un moyen essentiel pour les citoyens de repousser, de poser des questions et de faire pression pour obtenir de meilleurs services publics et une meilleure qualité de gouvernance.

S'appuyer sur les structures sociales et traditionnelles existantes: L'esprit du communautarisme est inhérent à la tradition et aux coutumes de la plupart des communautés d'Afrique de l'Ouest. Les gens veillent les uns sur les autres et des structures sont mises en place pour le bien commun. Il existe une collaboration dans les domaines de l'agriculture, du commerce et pour relever les défis communs. Ces aspects de notre tradition perdurent et se manifestent sous diverses formes dans les temps modernes. Nous le constatons dans les organisations locales d'agricultrices, dans les organisations communautaires, les associations coopératives et les projets de développement menés par la communauté. Les institutions religieuses ne sont pas seulement des centres de spiritualité, mais deviennent rapidement des structures sociales importantes pour les organisations et le système de soutien. Elles recèlent de nombreuses leçons en matière de mobilisation des citoyens autour d'un intérêt commun. Les efforts actuels de promotion de la redevabilité sociale peuvent s'appuyer plus efficacement sur les structures sociales existantes, telles que les syndicats des villes, les conseils de village, les groupes de femmes et les groupes religieux. La plupart des entreprises de la région s'organisent pour traiter collectivement des questions qui les concernent. Ces structures représentent des éléments de base solides pour la redevabilité sociale. Les efforts d'organisation doivent partir de ce qui intéresse une communauté et peuvent ensuite s'étendre à d'autres questions. De cette

façon, les communautés engagées s'approprient le projet et y adhèrent. Il est essentiel de comprendre les caractéristiques des différentes sociétés pour optimiser le succès des initiatives de redevabilité sociale.

Engagement à long terme: Cela s'applique aussi bien aux activistes qu'aux bailleurs de fonds. Les initiatives de redevabilité sociale ne sont pas un sprint, mais un marathon. Alors que les bailleurs de fonds continuent d'investir dans les fruits à portée de main, l'engagement à long terme dans le soutien des efforts de redevabilité sociale doit être une priorité. L'organisation et la mobilisation prennent du temps. Les communautés qui s'organisent et engagent le gouvernement avec le soutien des bailleurs de fonds doivent planifier à long terme en s'assurant que leur soutien financier soit durable. Le risque d'un financement à court terme pour le travail de contrôle citoyen est que, au fur et à mesure que l'effort s'enracine, le financement prend fin et la crédibilité de ceux qui dirigent l'effort dans ces communautés est minée.

Éducation civique: De nombreuses publications ont été consacrées à la nécessité d'améliorer l'éducation civique dans la région afin d'aider les citoyens à mieux comprendre le fonctionnement du gouvernement et, par extension, à être suffisamment informés pour s'engager. La redevabilité sociale ne peut être efficace que si les communautés comprennent le fonctionnement du gouvernement. L'éducation civique doit être intégrée dans les événements et les réalités quotidiennes auxquels les communautés peuvent facilement s'identifier. La Bible et le Coran contiennent d'énormes leçons sur l'éducation civique et la redevabilité sociale. Il sera plus facile d'utiliser ces livres saints pour engager les adhérents. Les folklores, la musique et les arts sont de bons moyens d'aider les communautés à comprendre les questions civiques sans nécessairement leur donner l'impression d'essayer de comprendre quelque chose de compliqué. L'idée est que la créativité est nécessaire pour rendre les questions civiques attrayantes pour les citoyens. Chaque couche de la société a un intérêt et cet intérêt doit être utilisé pour les aider à comprendre les questions civiques. Le cinéma, le football et d'autres événements sociaux populaires devraient être utilisés. À un niveau fondamental, le gouvernement et les activistes devraient se concentrer sur les programmes scolaires pour aider à construire une génération sensibilisée de jeunes ouest-africains.

Créer des réseaux et encourager l'apprentissage par les pairs: La redevabilité sociale se manifeste de

nombreuses façons. Dans un pays et entre les pays, il existe de nombreux modèles qui fournissent des leçons comparatives et qui inspirent. Il est important d'offrir des possibilités de création de réseaux afin que les gens puissent apprendre les uns des autres et s'engager dans des activités communes. La redevabilité sociale exige un nombre et une masse critique d'enthousiastes. En créant des réseaux entre les villes, les états et les régions, les voix des citoyens sont amplifiées, les efforts sont célébrés et la masse critique est construite autour de questions communes. L'apprentissage par les pairs doit être encouragé et un cadre durable doit être mis en place pour faciliter cet apprentissage. Des organisations telles que l'Institut de la société civile d'Afrique de l'Ouest (WACSI) peuvent fournir de tels services dans la région.

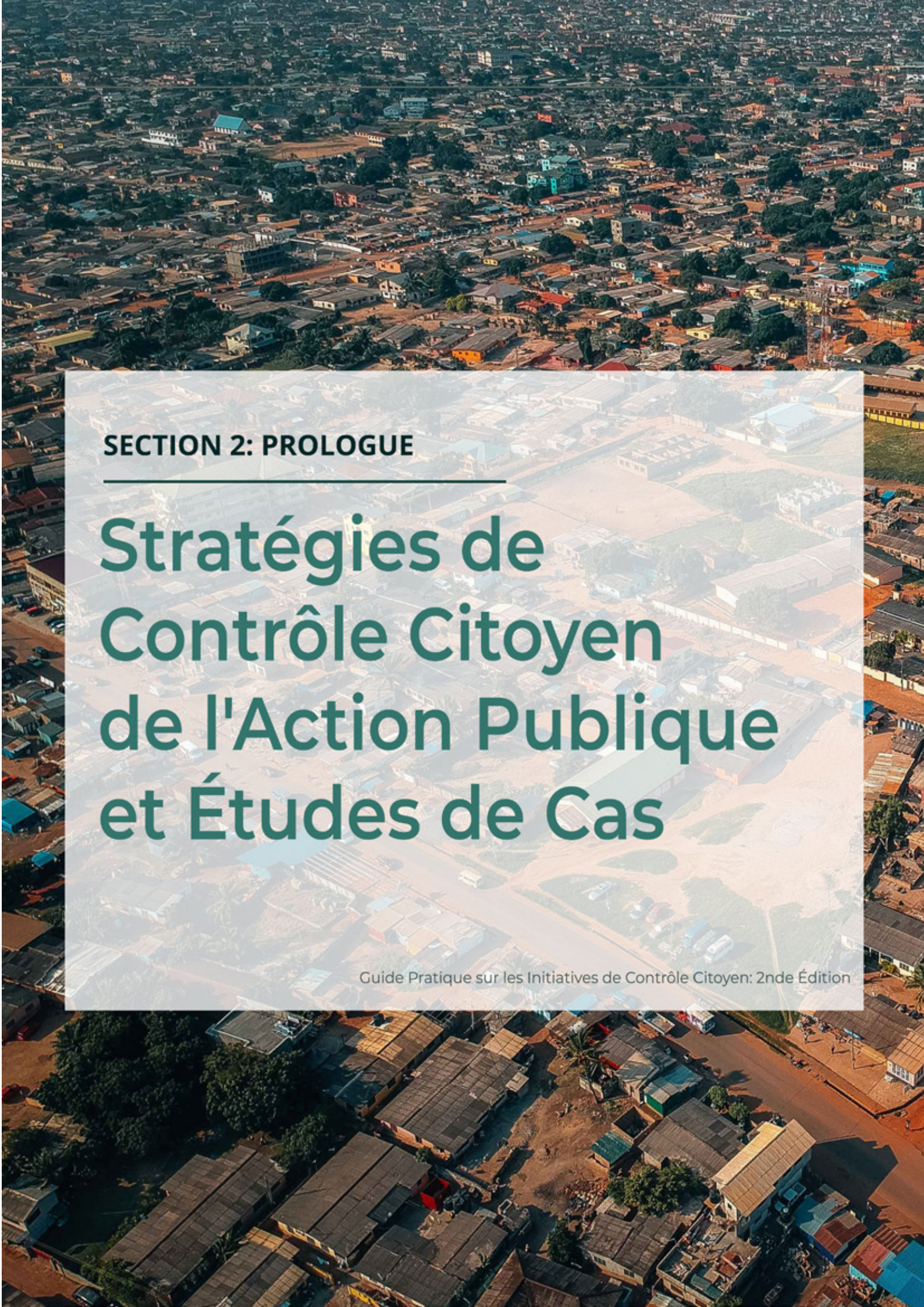
Élargir les connaissances sur les acquis: Il est important d'établir un cadre pour documenter les réussites dans toute la région afin de créer une banque de connaissances pour les praticiens. Cela sera utile pour fournir aux universitaires, aux activistes et aux gouvernements des leçons documentées sur ce qui fonctionne et, par extension, pour étendre les connaissances des domaines à des personnes qui ne trouveraient pas habituellement de tels exemples illustratifs. Elle fournit également une base pour la recherche intellectuelle et les conceptions et idées possibles qui peuvent être testées davantage sur le terrain. Un tel centre servirait à la fois l'offre et la demande et contribuerait à combler le fossé entre le monde universitaire et la pratique.

Intégrer des éléments de redevabilité sociale dans le soutien au gouvernement: L'un des défis auxquels les gens sont confrontés lorsqu'ils réclament davantage de redevabilité sociale est l'accès au gouvernement. La plupart des bailleurs de fonds travaillent également avec des institutions gouvernementales ou, dans certains cas, financent des agences gouvernementales. Ces relations permettent aux bailleurs de fonds d'encourager une meilleure collaboration entre les institutions gouvernementales et les OSC. Le soutien qu'OSIWA a apporté au ministère des minéraux solides du Nigeria illustre bien cette situation. Une composante de cette subvention doit porter sur l'engagement du gouvernement auprès des femmes mineurs artisanaux. OSIWA a également accordé une subvention aux OSC pour travailler avec les communautés afin de leur fournir des compétences en matière de négociation d'accords avec les sociétés minières et le gouvernement.

Ces subventions ont fourni des ressources pour la collaboration entre le gouvernement et les OSC. La composante OSC de la subvention vise à promouvoir la redevabilité sociale. En concevant les subventions de cette manière, les bailleurs de fonds peuvent aider les communautés et le gouvernement à avoir une meilleure relation qui soit constructive et favorable à la redevabilité sociale.

CONCLUSION

La bonne gouvernance est une tâche collective entre les citoyens et les gouvernements, complétée par la communauté du développement. Face à une multitude de défis, il est urgent de construire une Afrique de l'Ouest qui prenne effectivement soin de ses citoyens. La redevabilité sociale est un outil unique qui donne la parole aux citoyens et améliore leur capacité à faire pression en faveur de la redevabilité. Sa pertinence ne fait aucun doute. Toutefois, elle nécessite de nombreux investissements pour la maintenir et la rendre plus attractive auprès des communautés. En tant que concept évolutif, il doit être soumis à un examen et à des modifications constants. Il est nécessaire de fournir un cadre pour la documentation, l'apprentissage et la collaboration entre les praticiens. Le développement des connaissances autour de ce concept est un bon investissement qui permet aux communautés d'adapter des stratégies qui peuvent fonctionner dans leurs communautés locales. Nous devons développer une base de données des praticiens et trouver des moyens de favoriser la collaboration. Il faut souligner que les citoyens sont de plus en plus intéressés à jouer un rôle plus important dans la manière dont ils sont gouvernés. Nous pouvons susciter cet intérêt en aidant les citoyens à comprendre leur rôle et leurs droits dans une démocratie et en investissant dans des efforts qui leur permettent d'accéder facilement à l'information. Nous ouvrirons une nouvelle perspective de redevabilité et d'activisme lorsque les citoyens seront informés.



SECTION 2: PROLOGUE

Stratégies de Contrôle Citoyen de l'Action Publique et Études de Cas

Guide Pratique sur les Initiatives de Contrôle Citoyen: 2nde Édition

A- STRATÉGIES DE CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE

Les stratégies suivantes illustrent les méthodes d'engagement qui ont été utilisées par les OSC en Afrique de l'Ouest dans la poursuite de la redevabilité sociale, de la part des bureaucrates et des politiciens publics, aux niveaux nationaux, des districts et de la communauté. Elles représentent les moyens pratiques par lesquels les OSC ont appliqué la notion de redevabilité sociale au contexte et aux questions qui préoccupent leurs membres, leurs concitoyens et leurs bénéficiaires. Les applications pratiques sont entrecoupées de définitions conceptuelles tirées de la littérature scientifique et des moteurs de recherche sur Internet. Les stratégies sont:

1. Consultations et Participation des Parties Prenantes
2. Mobilisation et Mise en Réseau
3. La Planification et la Prise de Décision Participatives
4. Audit Social, Suivi et Évaluation
5. Approvisionnement Participatif et Gestion Financière
6. La Gestion des Litiges Pour la Redevabilité Sociale
7. Le Reportage de Redevabilité (Journalisme d'Investigation)
8. Les Technologies de l'Information et de la Communication
9. Budgétisation Participative

Les neuf stratégies, tout en offrant des moyens alternatifs par lesquels les OSC peuvent tenir les bureaucrates et les politiciens responsables, sont toutes des formes d'engagement. Elles présentent des variations dans les méthodes d'engagement entre les citoyens et les responsables dans la poursuite de la redevabilité. La participation est fondamentale pour l'engagement. C'est un fil conducteur qui traverse chaque stratégie de redevabilité sociale. Les concepts liés aux processus participatifs s'appliquent largement à chaque stratégie de redevabilité sociale. Les concepts clés sont résumés dans la première stratégie, à savoir les consultations et la participation des parties prenantes.

1- Consultations Et Participation Des Parties Prenantes

Participation des parties prenantes: La participation des parties prenantes est l'implication de groupes d'intérêt ou de parties prenantes dans la prise de décision. Les OSC doivent noter que la participation implique différents étapes. Le cadre ci-dessous présente

ces étapes. Tout en simplifiant la réalité, il offre aux OSC un cadre pour évaluer la profondeur de la participation des citoyens à la prise de décision.

L'Échelle de Participation de Arnstein (1969)

Les niveaux de manipulation et de thérapie décrivent une participation qui ne fait qu'imiter une véritable participation. À ce niveau, l'objectif n'est pas de permettre aux citoyens d'exprimer leurs intérêts, mais plutôt de permettre aux détenteurs du pouvoir d'« éduquer ou de guérir » les participants. Les niveaux de consultation et d'information offrent un forum permettant aux personnes démunies de se faire entendre. Cependant, ils manquent toujours d'influence car ils ne sont pas en mesure de garantir que leurs points de vue seront pris en compte dans la décision finale. Lorsque le processus de consultation se termine par la consultation et l'information, il ne devient qu'une forme de symbolisme. L'apaisement est un niveau plus élevé de symbolisme, où les personnes démunies ont la possibilité de faire des suggestions et de donner des conseils, mais où le droit de décider reste entre les mains des détenteurs du pouvoir. Le pouvoir et l'influence des citoyens augmentent aux échelons supérieurs de l'échelle. Le partenariat permet aux citoyens de négocier et de s'engager dans des compromis avec les détenteurs traditionnels du pouvoir. La délégation de pouvoir et le contrôle citoyen donnent aux démunis un pouvoir de décision ou de gestion total.

Engagement communautaire: L'engagement communautaire est un processus planifié dont l'objectif spécifique est de travailler avec des groupes de personnes liées par une situation géographique, un intérêt particulier, une affiliation ou une identité. Il a été décrit comme une communication et une délibération mutuelles entre le gouvernement et les citoyens. L'engagement communautaire peut également être appelé engagement civique.

Engagement Civique: L'engagement civique implique des liens significatifs entre les citoyens, les questions, les institutions et le système politique. Il implique une voix et une action, un sentiment de pouvoir et d'efficacité avec de réelles possibilités d'avoir une voix. Il implique une participation active avec de réelles possibilités de faire la différence.

Consultation: Dans son usage habituel, le terme consultation désigne un processus réglementaire par lequel on cherche à obtenir la contribution du public sur les questions qui le concernent. Les objectifs de la consultation sont d'améliorer la transparence et la participation du public à la planification des projets

publics et à l'élaboration des lois et des politiques publiques.

Communauté: Une communauté est un groupe de personnes liées par un intérêt commun. Une communauté peut être définie par sa situation géographique, ses valeurs, ses préoccupations, ses expériences et/ou les circonstances.

2- Mobilisation Et Mise En Réseau

Pourquoi est-ce important en matière de redevabilité sociale?

La mobilisation et la mise en réseau sont les moyens par lesquels les acteurs de la redevabilité sociale recueillent des masses critiques de soutien public pour donner du poids et de la légitimité à leurs demandes. La masse critique du soutien public exerce une pression sur les responsables pour qu'ils répondent aux demandes des citoyens.

Comment les groupes peuvent-ils se mobiliser et améliorer leur portée?

Les stratégies utilisées par les OSC en Afrique de l'Ouest indiquent un recours soutenu aux formes traditionnelles de mobilisation et de sensibilisation, telles que les forums publics, les assemblées publiques et les radios communautaires. Toutefois, leurs stratégies indiquent également une introduction croissante de modes d'engagement virtuels par le biais de plateformes de réseaux sociaux. Ces modes d'engagement se sont avérés efficaces pour la mobilisation et la sensibilisation. Les OSC peuvent donc améliorer leur portée en utilisant des messages textuels, des groupes WhatsApp, Facebook et d'autres plateformes interactives de ce type. Cela dépend toutefois de l'accès aux TIC et de l'infrastructure.

Défis

Faiblesse de l'infrastructure des TIC.

Dans certains contextes, le climat politique peut créer une crainte d'intimidation, limitant la capacité à se mobiliser pour les demandes des citoyens.

Leçons

- Le gouvernement répond aux demandes des citoyens lorsque le plaidoyer, mené par les personnes touchées par le problème, est étayé par des preuves solides.
- L'engagement des parties prenantes au sens large contribue à des politiques, des budgets et des plans

mieux conçus, plus efficaces et mieux adaptés à leurs besoins;

Travailler avec des groupes clés comme les institutions traditionnelles, les groupes professionnels, le secteur privé

Les OSC doivent trouver des domaines d'intérêt commun pour favoriser la collaboration et la coopération avec les institutions traditionnelles, les groupes professionnels et le secteur privé dans la poursuite de la redevabilité sociale. Les OSC doivent toutefois veiller à ne pas perdre de vue l'intérêt du citoyen ordinaire et à ne pas être cooptées pour poursuivre les intérêts du secteur privé et des institutions traditionnelles avec lesquelles elles cherchent à collaborer. Les mémorandum de compréhension sont un mécanisme utile pour clarifier et documenter les intérêts communs et les rôles partagés dans la poursuite de la redevabilité sociale.

3- La Planification Et La Prise De Décision Participatives

« Les gens veulent être des citoyens, pas seulement des électeurs et des consommateurs. En tant que citoyens, ils ont des droits et des obligations. Ils veulent que leurs droits soient respectés et ils veulent aussi remplir leurs obligations. Les citoyens exigent désormais d'avoir davantage leur mot à dire dans le façonnement de leur vie. Ils demandent un rôle plus complet, plus actif et plus étendu dans la prise de décision. Ils veulent participer aux discussions et décisions. Ils veulent savoir pourquoi certaines politiques ne sont pas mises en œuvre. Ils veulent savoir pourquoi certaines personnes (dirigeants politiques et fonctionnaires) sont au-dessus de la loi. Ils exigent des informations et de la transparence de la part du gouvernement. Il s'agit, en bref, d'une demande de gouvernance participative et réactive de la part des citoyens ». - Rajesh Tandon -

Concepts clés

La planification et la prise de décision participatives est un processus dans lequel les autorités locales, les communautés et les agences du secteur décentralisé s'engagent activement dans le processus de planification et de développement local. Il s'agit d'un élément clé de la gouvernance locale. La planification participative augmente la transparence dans la prise de décision du gouvernement. Elle permet aux citoyens de comprendre pourquoi le gouvernement peut prendre certaines décisions. Elle permet aux citoyens de tenir le

gouvernement responsable de ce qu'il prévu de faire. Elle donne aux citoyens une voix dans le processus décisionnel.

Pourquoi l'engagement civique est-il important dans la planification du développement local?

La planification et la prise de décision participatives visent à inclure la voix et l'intérêt des communautés dans l'élaboration de plans destinés à leur profit. Elle encourage une approche ascendante de la planification du développement. L'engagement civique est important pour le processus, car c'est ainsi que la voix et l'intérêt des communautés peuvent influencer les plans et les décisions. Le processus de planification et de prise de décision participatives est un processus d'engagement civique, les citoyens s'engageant directement dans les processus par lesquels les agents des districts ou des municipalités élaborent leurs plans à court, moyen et long terme.

4- Audit Social, Suivi Et Évaluation

Concepts clés

Le concept d'audit social, de suivi et d'évaluation se situe dans la notion de développement durable. Le développement durable fait référence à un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Dans le cadre du développement durable, les entreprises sont considérées comme des institutions sociales dont les responsabilités vont au-delà du bien-être de leurs actionnaires et s'étendent à la responsabilité de fournir la sécurité et des moyens de subsistance durables à leurs actionnaires.

L'audit social a été défini comme un processus qui permet à une organisation d'évaluer ses performances par rapport aux exigences et aux attentes de la société. L'objectif est de rendre les organisations plus transparentes et plus responsables. L'audit social se concentre sur la question négligée des impacts sociaux des projets du secteur privé et du gouvernement. Les organisations du secteur privé sont tenues d'intégrer des considérations sociales et environnementales dans leurs stratégies et activités commerciales dans l'intérêt de la sécurité et des moyens de subsistance des parties prenantes. Dans les pays d'Afrique de l'Ouest, l'audit social devient de plus en plus pertinent dans les

industries extractives, telles que les secteurs forestiers, pétroliers et gaziers.

Le suivi et évaluation s'étend au-delà du secteur privé, dans la sphère publique. Les activités de suivi des OSC en Afrique de l'Ouest ont porté sur un éventail de questions allant des promesses de campagne à la mise en œuvre de projets de développement communautaire. Le suivi budgétaire est un domaine d'intérêt croissant pour les OSC en Afrique de l'Ouest.

Importance de l'engagement civique dans les processus d'audit social et de suivi

Pour atteindre les objectifs de la redevabilité sociale, les processus d'audit social et de suivi doivent nécessairement inclure les groupes marginalisés et vulnérables dont les voix ne seraient pas autrement entendues. À cette fin, l'engagement avec les citoyens, tant au niveau national que local de la gouvernance, devient important pour le processus d'audit social et de suivi. L'engagement civique permet aux citoyens de faire part de leurs préoccupations, questions et suggestions dans le cadre du processus à deux niveaux. La transparence et la redevabilité sont au cœur des processus d'audit social et de suivi. L'engagement civique dans le processus favorise une transparence et une redevabilité accrues.

5- Approvisionnement Participatif Et Gestion Financière

Concepts clés

Appel d'offres: Le terme « appel d'offres » désigne l'offre du coût (dans le cadre d'un processus compétitif) pour la fourniture de biens ou de services. Le but de l'appel d'offres est de trouver la fourniture de services ou de biens à un coût approprié aux dépenses et à la réponse au besoin. Dans les travaux publics et le développement, l'appel d'offres est utilisé pour désigner le processus de recherche d'un fournisseur ou d'un entrepreneur ayant une capacité et une technicité élevées pour offrir un coût approprié et assurer la qualité des biens ou des services, en particulier pour les projets de construction publique.

Marchés publics: Les marchés publics désignent un processus d'appel d'offres pour acheter des biens, des services d'embauche et des projets de construction publique en utilisant les ressources de l'État pour trouver des entrepreneurs qui acceptent le prix le plus

abordable et fournissent une quantité appropriée, de haute qualité service et dans les délais. Les ressources de l'État comprennent les aides et les prêts que reçoivent les institutions publiques. L'hypothèse de base est que l'approvisionnement est une réussite lorsque toutes les parties en tirent profit. L'autorité acquiert légitimité et crédibilité en gérant le budget public de manière efficace et efficiente. Les agences commerciales qui sont les soumissionnaires obtiennent également un emploi qui fournit des bénéfices appropriés et dont la réalisation satisfait les citoyens, avec honneur et justice.

Marchés publics participatifs: Il s'agit d'un processus de partenariat en matière de marchés publics avec des groupes de citoyens. Il permet la participation, le suivi et l'évaluation de chaque étape de la passation des marchés par toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement, les citoyens, les OSC, le secteur privé et d'autres organismes.

Pourquoi l'engagement civique est important dans la passation de marchés et la gestion financière;

L'approvisionnement participatif et la gestion financière sont un processus d'engagement civique. La participation des citoyens et la participation de la société civile à la budgétisation publique, à la gestion financière et à la passation de marchés devraient contribuer à lutter contre la corruption. Les audiences publiques sont un outil important pour promouvoir la transparence et la responsabilité dans la passation de marchés et la gestion financière. Lors des auditions publiques, l'autorité responsable peut discuter des conditions prévues par un contrat. Les citoyens expriment leurs opinions, leurs préoccupations et leurs suggestions d'amélioration. Un autre outil est le pacte d'intégrité. Avec un pacte d'intégrité, l'autorité responsable et les agences commerciales en concurrence dans l'appel d'offres partagent un contrat de contrôle réciproque pour prévenir la corruption des autorités. Les citoyens et les soumissionnaires perdants peuvent surveiller la façon dont le soumissionnaire retenu respecte les termes du contrat. Les citoyens peuvent également utiliser les règles de recours du contrat pour déposer des plaintes et exprimer leur mécontentement pendant la phase de mise en œuvre.

Le processus de l'appel d'offres et les points d'entrée pour l'engagement civique

Phase 1 : Préparation de l'appel d'offres

Étape 1 : Former le comité de passation de marchés pour vérifier la liste et décider des candidats qui

présentent la proposition d'appel d'offres.

Étape 2 : Préparer les documents d'appel d'offres.

Étape 3 : Fixer la date de la réunion pour l'ouverture de la proposition d'appel d'offres avec l'accord du bureau administratif local de la province ou de la municipalité.

Étape 4 : Annonce de l'appel d'offres

Étape 5 : Divulgarion des documents d'appel d'offres

Phase 2 : Tenir une réunion pour lancer l'appel d'offres

Étape 6 : Soumettre et recevoir la proposition de soumission et de l'estimation des coûts.

Étape 7 : Annonce du lancement de l'appel d'offres

Étape 8 : Ouvrir la proposition d'appel d'offres ou des devis et consigner les résultats de la proposition d'appel d'offres

Phase 3 : Réunion d'évaluation de la proposition d'appel d'offres

Étape 9: Évaluer les propositions ou les devis et consigner les résultats de l'évaluation sur la proposition

Phase 4 : Tenir une réunion pour divulguer le résultat de l'appel d'offres

Étape 10 : Annoncer les résultats de l'appel d'offres ou du devis et consigner les résultats de l'appel d'offres

Phase 5 : Préparation de la mise en œuvre du contrat

Étape 11 : Préparation et présentation du rapport d'offres à l'unité administrative du district

Étape 12 : Accord sur le plan de travail du ou des fournisseurs de services

Étape 13 : Remplir les informations du contrat et les envoyer à l'unité administrative de l'institution dans la province/municipalité

L'autonomie financière relativement limitée des organismes publics locaux empêche l'adoption de la passation de marchés participative, car les marchés sont souvent centralisés au niveau national, dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest.

6- La Gestion Des Litiges Pour La Redevabilité Sociale

Le concept de litige stratégique comme mécanisme de redevabilité

Le litige stratégique, parfois appelé aussi litige d'impact, consiste à sélectionner et à porter une affaire devant les tribunaux dans le but de créer des changements plus larges dans la société. Les personnes qui intentent un litige stratégique veulent utiliser la loi pour laisser une marque durable au-delà de la simple victoire sur l'affaire en cours. Cela signifie que les litiges stratégiques portent autant sur les effets qu'ils auront sur les populations et les gouvernements que sur le résultat des affaires elles-mêmes. Le litige stratégique implique qu'une organisation ou un individu prenne en charge une affaire juridique dans le cadre d'une stratégie visant à obtenir un changement systémique plus large. L'affaire peut provoquer un changement soit par le succès de l'action et son impact sur la loi, la politique ou la pratique, soit en exposant publiquement l'injustice, en sensibilisant et en générant un changement plus large. Il est important que les litiges stratégiques soient utilisés dans le cadre d'une campagne plus large, plutôt que d'être conçus comme une fin en soi. Bien que la plupart des litiges visent à atteindre un résultat pour une personne, les litiges stratégiques utilisent un cas individuel pour créer un changement plus général. Il se sert du litige et des tribunaux pour modifier la loi, contester la façon dont une loi est interprétée ou appliquée et en clarifier ou en tester la portée. En ce sens, il est conçu pour avoir un impact bien au-delà d'un cas immédiat ou d'un client individuel.

Comment les litiges stratégiques peuvent être utilisés pour garantir les droits des citoyens

Lorsqu'il est utilisé avec succès, le litige stratégique peut apporter des résultats révolutionnaires. Il peut inciter un gouvernement à agir pour fournir des soins de base à ses citoyens, garantir l'égalité des droits des minorités ou mettre fin à une activité nuisible à l'environnement. Le contentieux stratégique peut être un outil essentiel pour modifier la loi en créant des précédents juridiques importants. Le litige stratégique s'accompagne généralement d'une forte couverture médiatique, plaçant la question dans le domaine public. De cette façon, même si l'affaire échoue, le processus lui-même contribue à attirer l'attention sur les questions de droits en jeu.

Les principaux problèmes liés à l'utilisation du litige stratégique comme stratégie de redevabilité sociale

Le litige stratégique est très différent de beaucoup d'idées plus traditionnelles sur les services juridiques. Les organisations traditionnelles de services juridiques offrent des services précieux aux clients individuels et travaillent avec diligence pour représenter et conseiller ces clients dans toutes les affaires qu'ils peuvent soumettre. Mais comme les services juridiques traditionnels sont axés sur le client et limités par les ressources de l'organisation qui les fournit, il n'est souvent pas possible d'envisager les affaires dans leur ensemble. Le litige stratégique, en revanche, est axé sur la modification des politiques et sur des modèles de comportement plus larges. En tant que tel, le litige stratégique n'est pas conçu pour fournir les meilleurs services au plus grand nombre de personnes possible comme le feraient les services juridiques traditionnels. Le litige stratégique présente à la fois des avantages et des inconvénients. Lorsqu'il est bien géré et dans les bonnes circonstances, il peut entraîner des changements systémiques importants qui peuvent avoir un effet positif sur de nombreuses personnes. Cependant, le litige n'est pas la seule tactique ou la stratégie la plus appropriée en toutes circonstances.

Les défis Principaux

- Les litiges sont coûteux et peuvent constituer une énorme pression sur les ressources. Un demandeur débouté peut se voir contraint de payer les frais de justice de la partie adverse ;
- De par sa nature, un litige est incertain et ne garantit donc pas une issue favorable pour le demandeur ;
- Une affaire qui n'aboutit pas peut générer une publicité négative qui peut être préjudiciable à l'organisation ou au demandeur personnellement.

Les sections ci-dessus ont décrit les méthodes d'engagement qui ont été utilisées par les OSC en Afrique de l'Ouest dans la recherche de la redevabilité sociale, et d'autres qui peuvent être utilisées par les OSC en Afrique de l'Ouest. Elles représentent les moyens pratiques par lesquels la redevabilité sociale peut être renforcée par la participation directe des citoyens à la prise de décision concernant l'allocation et la gestion des

ressources publiques. Il est important que les initiatives de redevabilité sociale soient abordées comme des interventions au niveau local qui fonctionnent au mieux de pair avec des interventions au niveau national qui favorisent un cadre juridique, politique et institutionnel propice à un engagement constructif et productif entre les citoyens et les agents publics.

7- Le Reportage De Redevabilité (Journalisme D'investigation)

Lien entre la redevabilité et la bonne gouvernance

Le journalisme d'investigation est une forme de journalisme dans lequel des reportages approfondissent un seul sujet d'intérêt, comme les crimes graves, la corruption politique ou les actes répréhensibles des entreprises. Un journaliste d'investigation peut passer plusieurs mois ou même des années à faire des recherches et à préparer un reportage. Le journalisme d'investigation peut aider à promouvoir la bonne gouvernance et à ancrer les valeurs démocratiques en faisant un reportage, en exposant et en combattant les actions arbitraires des personnes placées dans des postes publics. En posant des questions profondes, en enquêtant sur les actions des fonctionnaires et en exigeant des réponses, le journalisme d'investigation contribue à bâtir la culture de la bonne gouvernance. Là encore, le journalisme d'investigation présente les caractéristiques suivantes, en ce qui concerne la bonne gouvernance;

- Il s'agit d'enquêter sur une question d'intérêt public
- Il s'agit d'approfondir la question
- Il est original et proactif
- Il produit de nouvelles informations publiques

Les moyens par lesquels la redevabilité peut soutenir le contrôle du gouvernement par les citoyens.

Le journalisme d'investigation consiste à exposer au public des choses qui sont dissimulées délibérément par une personne en position de pouvoir ou accidentellement derrière une masse de faits et de circonstances qui obscurcissent la compréhension. En raison de son fondement dans la recherche rigoureuse, le journalisme d'investigation ou le reportage de responsabilisation fournit aux citoyens des preuves crédibles pour étayer leurs préoccupations au sujet des actions et des décisions des fonctionnaires.

8- Les Technologies De L'information Et De La Communication

Le processus de création de la demande par le biais de diverses plateformes de TIC et de médias grand public a un effet multiplicateur. Il permet de multiplier la capacité des OSC à :

- Collecte d'informations, analyse de données, gestion des connaissances et diffusion de l'information efficaces et efficientes ;
- Amplification de la voix des citoyens et de la diversité dans le secteur ;
- Mobilisation des alliés ;
- Plate-forme interactive en temps réel pour l'engagement des citoyens dans le gouvernement ;
- La technologie, soutenue par les mécanismes en ligne et hors ligne appropriés, peut soutenir efficacement les citoyens dans leur quête de responsabilité politique et sociale ;
- Les processus de création de la demande par le biais de diverses plateformes de TIC et de médias grand public permettent une collecte d'informations, une analyse des données et une diffusion de l'information efficaces ; et
- L'utilisation innovante des TIC permet d'amplifier la voix des citoyens et la diversité dans le secteur, de mobiliser des alliés et des plateformes interactives en temps réel pour l'engagement des citoyens dans le gouvernement.

9- Budgétisation Participative

La budgétisation participative est un processus de participation qui permet aux citoyens ordinaires de prendre des décisions sur les allocations budgétaires. Il a été qualifié d'innovation démocratique venant du Sud. La budgétisation participative est un processus de délibération et de prise de décision démocratique, dans lequel les citoyens ordinaires décident de l'affectation d'une partie du budget municipal ou public. Les pratiques de budgétisation participative vont de la participation des citoyens à la préparation du budget au contrôle de l'exécution par les citoyens après l'approbation du budget.

Pourquoi l'engagement civique est important dans la formulation participative du budget

La budgétisation participative est un processus d'engagement civique. Il s'agit d'un processus par lequel les citoyens s'engagent avec les responsables sur les questions d'allocation des ressources publiques. La budgétisation participative devrait contribuer à améliorer la redevabilité et la transparence en confiant aux citoyens la responsabilité d'être des « co-producteurs » de services publics et, en général, des « co-décideurs » dans les décisions politiques.

B- DESCRIPTION OF A CONSTRUCTIVE PROCESS OF CIVIC ENGAGEMENT

1. Representation

- Un processus d'engagement civique constructif est bien représenté.
- L'engagement civique est un processus à double sens entre les détenteurs traditionnels du pouvoir et les différents groupes issus de la communauté.
- Un processus d'engagement civique constructif commence donc par une représentation adéquate des deux parties dans l'engagement.
- Dans la mesure du possible, il devrait également y avoir une représentation des divers intérêts au sein de la communauté ou du groupe de citoyens.

2. Preparation

- Un processus d'engagement civique constructif ne se produit pas simplement, il nécessite une préparation.
- Un processus d'engagement civique constructif est précédé d'une notification à la communauté sur les questions à discuter.
- Le processus de notification doit fournir à la communauté des informations sur les questions à débattre.
- Ces informations doivent être présentées de manière à les rendre accessibles à la communauté. Les communautés de base ne doivent pas recevoir de rapports volumineux à étudier !

- Un délai raisonnable doit être prévu pour la consultation interne et l'établissement des faits par les membres de la communauté avant l'engagement.
- Une préparation adéquate permet aux groupes communautaires de parvenir à un message unifié et à un ensemble cohérent de demandes, en dépit de la diversité des intérêts qu'ils représentent.

3. Processus

- Un processus d'engagement civique constructif est structuré, modéré et productif ! - Un processus d'engagement constructif est un processus structuré.
- Il s'agit d'un processus modéré : Une partie neutre modère ou facilite le processus. - Il permet l'interaction des idées : Le processus permet d'exprimer une multiplicité de points de vue. - Il s'agit d'un processus productif : Les porteurs d'obligations et les citoyens en retirent des avantages mutuels.

4. Post Engagement:

- Un processus d'engagement civique constructif est structuré, modéré et productif ! - Un processus d'engagement constructif est un processus structuré.
- Il s'agit d'un processus modéré : Une partie neutre modère ou facilite le processus. - Il permet l'interaction des idées : Le processus permet d'exprimer une multiplicité de points de vue. - Il s'agit d'un processus productif : Les porteurs d'obligations et les citoyens en retirent des avantages mutuels.

SECTION 3:

Études de Cas sur la Redevabilité Sociale

Guide Pratique sur les Initiatives de Contrôle Citoyen: 2nde Édition

RÉSUMÉ DES STRATÉGIES DE RESPONSABILITÉ SOCIALE UTILISÉES PAR LES OSC EN AFRIQUE DE L'OUEST

ADans toute l'Afrique de l'Ouest, les autorités publiques n'ont pas vraiment tenu les promesses de la démocratie et pris en compte les attentes modérées de la population. En raison de l'échec des canaux officiels de redevabilité, le contrôle citoyen devient lentement une réponse efficace au déficit de gouvernance en Afrique de l'Ouest. La redevabilité sociale est une approche visant à renforcer la redevabilité qui repose sur un engagement civique dans lequel les citoyens participent directement ou indirectement à la demande de reddition de comptes de la part des prestataires de services et des fonctionnaires. La redevabilité sociale donne donc aux citoyens la possibilité de s'assurer que le gouvernement répond à leurs besoins en s'organisant entre eux et en s'engageant auprès du gouvernement et des prestataires de services. Un certain nombre de stratégies illustrent les méthodes d'engagement qui ont été utilisées par les OSC en

Afrique de l'Ouest dans la poursuite de la redevabilité sociale, de la part des bureaucrates et des politiciens publics, au niveau national, et de la communauté. Ces stratégies représentent les moyens pratiques par lesquels les OSC ont appliqué la notion de redevabilité sociale au contexte et aux questions qui préoccupent leurs membres, leurs mandants et leurs bénéficiaires. Ces stratégies sont les suivantes :

- Consultations et participation des parties prenantes
- Mobilisation et Mise en Réseau
- Audit Social, Suivi et Evaluation
- Planification et Prise de Décision participatives
- Budgétisation Participative
- Passation de Marchés et Gestion Financière Participative
- Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- La Reddition de comptes/le journalisme d'Investigation
- Contentieux Stratégique

La définition, les caractéristiques, les méthodes et les leçons apprises pour engager ces stratégies sont résumées dans les tableaux ci-dessous.

DIFFÉRENTES STRATÉGIES POUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES	ÉTUDES DE CAS	MÉTHODES	LEÇONS APPRISSES
Consultations et Participation des Parties Prenantes: C'est l'implication de groupes d'intérêt ou de parties prenantes dans les prises de décision.			
L'information est le degré zéro de la participation puisqu'elle prétend s'imposer à travers une relation hiérarchique. Le citoyen exprime une demande d'information et l'organe « souverain » lui répond par une information de manière unilatérale.	Étude de Cas 1: Réseaux locaux de redevabilité pour la lutte contre la corruption au Ghana (LANet) L'objectif du LANet est de promouvoir la transparence et la redevabilité en augmentant la participation des citoyens à la gouvernance au niveau local afin d'améliorer la prestation de services et le développement.	Identifier et rendre visite aux représentants des citoyens. Sélection et orientation des membres du LANet. Signature de contrats et renforcement des capacités. Sélection du projet pour le suivi et la conduite de l'étude de base. Engagement des médias et des parties prenantes. Suivi périodique.	L'engagement civique est plus efficace. Réunion de dialogue utilisée pour apprécier les progrès de la mise en œuvre du projet. La neutralité politique est un atout permettant d'éviter la partisanerie et de gagner en crédibilité auprès des citoyens.
La consultation se définit par la demande de l'avis de l'habitant mais sans qu'il prenne part au processus de décision. Ces avis peuvent être pris en compte ou non.	Étude de Cas 2: ONG 3D (Démocratie, Droits de l'Homme et Développement Local) Pour la transparence, la participation et la redevabilité dans la gestion des affaires publiques.	Organisation et mobilisation des citoyens. Formation des membres du comité. Collecte et traitement des informations recueillies par le comité. Génération de rapports de suivi des investissements alternatifs. Actions de plaidoyer.	L'intervention de l'ONG 3D a eu un impact au niveau administratif où les budgets sont maintenant publiés officiellement.
	Étude de Cas 3: ONG Protégeons les Droits de l'Homme (PDH) Créer un espace de dialogue et de concertation entre les divers acteurs sociaux à travers les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits.	Identifier la racine des problèmes; Analyser les différentes contraintes et priorités; Programmer les actions à entreprendre et les implémenter en respectant le plan établi.	Il est important d'être réaliste dans la définition du temps d'exécution des projets participatifs. Adopter une approche inclusive dès le début et intégrer tous les acteurs clés pour la réussite du projet

<p>La concertation reconnaît aux citoyens une véritable capacité d'expertise pour discuter d'un projet, l'ajuster, le modifier. Ils sont impliqués tout au long du processus décisionnel dans des structures sectorielles (office municipal par exemple), territoriales (conseil de quartier), générationnelles (conseil d'enfants, de jeunes, de sages...) ou généralistes (conseil économique et social local, conseil de développement...). Cette démarche, tenant à la fois de l'information et de la consultation peut être organisée conjointement par les parties prenantes.</p> <p>La coproduction est issue de la mutualisation des démarches d'information, de consultation et de concertation. Cela se traduit par la participation active des citoyens aux projets.</p>	<p>Étude de Cas 4: SOS-Civisme/ONG du Niger</p> <p>Restructuration des citoyens aux niveaux des communautés et des villages, le renforcement de leur capacité pour amener les autorités communales à rendre compte de leur gestion.</p>	<p>Renforcement des capacités</p> <p>Renforcement de la transparence et la redevabilité des organes communaux</p> <p>Adoption d'une approche différenciée avec les personnes marginalisées.</p>	<p>L'adoption du projet par les autorités locales et l'État a facilité son extension à d'autres communes du pays;</p> <p>Appui des partenaires techniques et financiers fut utile.</p> <p>Disposer d'un plan d'action réaliste et pas trop ambitieux.</p>
	<p>Étude de Cas 5: Social Justice</p> <p>L'initiative de la justice sociale est basée sur le suivi et l'amélioration des politiques publiques au niveau local par la sensibilisation des personnes et des autorités locales pour une participation mutuelle et active aux politiques publiques.</p>	<p>La mise en place des comités de suivi</p> <p>Formation</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Plaidoyer</p>	<p>Le courage et patience sont importants;</p> <p>Avant d'entamer une initiative, concerter les acteurs locaux déjà engagés;</p> <p>Importance d'effectuer un suivi régulier des projets et des budgets communautaires</p> <p>Importance d'institutionnaliser et diffuser les meilleures pratiques</p> <p>Adopter des outils plus modernes pour améliorer l'impact des projets.</p>
	<p>Étude de Cas 6: ONG Mali Health</p> <p>Cette ONG malienne donne aux communautés locales pauvres du Mali et d'Afrique les moyens de parvenir à une transformation durable en matière de santé maternelle et infantile</p>	<p>Implication la communauté ;</p> <p>Collecte de données sur les besoins réels de la communauté.</p>	<p>Se concentrer sur les trois parties prenantes que sont : l'ASACO, le personnel technique et les représentants des utilisateurs.</p> <p>Impliquer les structures de supervision dès le début de la mise en œuvre du projet.</p> <p>Veiller à l'adoption et l'appropriation des projets par les communautés bénéficiaires.</p>
	<p>Étude de Cas 7: Transparency Justice Cote d'Ivoire</p> <p>Transparency Justice a établi un guide pratique des services juridiques pour garantir le droit à la justice, la transparence, réduire la corruption et promouvoir une information fiable aux citoyens.</p>	<p>Plaidoyer auprès des ministères et pouvoirs publics</p> <p>Formation des chefs de communauté</p> <p>Sensibilisation des fonctionnaires</p>	

Mobilisation et mise en réseau: est le moyen par lequel les acteurs de la responsabilité sociale mobilisent le public pour donner du poids et de la légitimité à leurs demandes. L'ampleur du soutien public exerce une pression sur les détenteurs d'obligations pour répondre aux demandes des citoyens.

<p>Les OSC doivent trouver des domaines d'intérêt commun pour favoriser la collaboration et la coopération.</p> <p>Les protocoles d'accord sont un mécanisme utile pour clarifier et documenter les intérêts communs et les rôles partagés dans la poursuite de la responsabilité sociale.</p>		<p>Forums publics</p> <p>Réunions de discussion ouverte</p> <p>Radio communautaire;</p> <p>Plateformes de médias sociaux.</p>	<p>Les gouvernements ont plus tendance à répondre aux demandes des citoyens lorsque le plaidoyer, mené par ceux qui sont touchés par le problème, s'appuie sur des preuves solides.</p> <p>Une large participation des parties prenantes contribue à des politiques, des budgets et des plans mieux conçus et plus efficaces et plus réactifs, mieux adaptés à leurs besoins.</p>
--	--	---	---

Planification et Prise de Décision participatives : La planification et la prise de décision participatives est un processus dans lequel les autorités locales, les communautés et les agences du secteur décentralisé s'engagent activement dans le processus de planification et de développement local.			
<p>Inclure la voix et les intérêts des communautés dans les plans de développement.</p> <p>Encourager une approche participative.</p>	<p>Étude de Cas 8: VOICE Ghana</p> <p>Le processus de participation citoyenne de VOICE-Ghana vise à permettre aux personnes handicapées de participer aux processus décisionnels relatifs à la préparation de la planification des initiatives de développement local ou national.</p>	<p>Engagement avec les groupes de personnes handicapées dans les communautés locales</p> <p>Recueil des priorités des personnes handicapées</p> <p>Élaboration d'un document de prise de position</p> <p>Réunion de dialogue</p> <p>Élaboration d'un accord de coopération</p>	<p>Favorise la représentativité et la diversité des voix, surtout celle des marginalisés dans les instances décisionnelles.</p> <p>Développement de projets communautaires inclusifs qui bénéficient non seulement aux besoins uniques d'une partie de la communauté mais à la communauté au sens large.</p>
	<p>Étude de Cas 9: Forum Civil Sénégal</p> <p>Favorise la participation des citoyens et récompense les assemblées de district qui font preuve d'un niveau élevé de transparence et d'inclusion des citoyens dans la gouvernance.</p>	<p>Élaboration du manuel des principes de bonne gouvernance.</p> <p>Évaluation et notation de la gouvernance d'un district sélectionné au moyen des indicateurs du manuel.</p> <p>Plaidoyer pour une augmentation de l'incitation du gouvernement central aux districts ayant obtenu des scores élevés.</p>	<p>Amélioration des pratiques de bonne gouvernance</p> <p>Implication accrue des citoyens dans les initiatives de développement local.</p>
	<p>Étude de Cas 10: CDD-Ghana</p> <p>Le Centre de Développement Démocratique du Ghana (CDD-Ghana) a développé un projet de promotion de la redevabilité sociale par la participation des citoyens à la gouvernance locale au Ghana. Il vise à renforcer la transparence, la participation et le retour d'information concernant les systèmes de budgétisation et de planification des gouvernements locaux.</p>	<p>Mise en place du Comité consultatif de projet.</p> <p>Collecte d'informations de base.</p> <p>Partenariat avec les Organisations de la Société Civile (OSC)/Organisation à base communautaire (OBC)</p> <p>L'éducation des citoyens par le biais de débats, séminaires de dialogue politique et de partage d'information.</p>	<p>Il est essentiel de renforcer les capacités des organisations communautaires en tant qu'intermédiaires clés pour faciliter les relations entre les citoyens et les autorités locales et la mobilisation de ceux-ci et pour assurer l'appropriation des projets par la communauté et augmenter le taux de durabilité du projet.</p>
	<p>Étude de Cas 11: Forum Africain des Femmes Éducatrices (FAWE).</p> <p>FAWE Benin oeuvre pour la promotion de la scolarisation des filles au Bénin. FAWE encourage les acteurs du terrain à plaider auprès des autorités gouvernementales pour lever certains obstacles qui entravent la qualité de l'enseignement secondaire et technique.</p>	<p>Plaidoyer à l'endroit des autorités ministérielles</p> <p>Forums de discussions</p> <p>Atelier de Vision (Renforcement de capacité)</p> <p>Vulgarisation de l'arrêté</p> <p>Conception et installation de posters</p>	

Audit Social, Suivi et Evaluation: est un processus qui permet à une organisation d'évaluer ses performances par rapport aux exigences et aux attentes de la société. L'objectif est de rendre les organisations plus transparentes et plus responsables.			
<p>Les processus d'audit social et de suivi doivent nécessairement inclure les groupes marginalisés et vulnérables.</p> <p>L'engagement avec les citoyens, tant au niveau national que local de la gouvernance, est essentiel.</p> <p>La transparence et la redevabilité sont au cœur des processus d'audit social et de suivi.</p>	<p>Étude de Cas 12 : Kids Educational Engagement Project (KEEP), Libéria</p> <p>KEEP contribue à améliorer la prestation de services et la participation des femmes marginalisées.</p>	<p>Formation de Groupes d'Action des Femmes (GAF). Renforcement des capacités du GAF.</p> <p>Événements annuels d'apprentissage, réunions des conjoints.</p>	<p>La planification initiale doit être faite en consultation avec la communauté.</p> <p>Collaborer étroitement avec les agences de lutte contre la coopération et le système judiciaire.</p>
	<p>Étude de Cas 13 : Volunteer Partnerships for West Africa, Ghana</p> <p>Cette organisation cherche à tenir le gouvernement du Ghana responsable de son mandat constitutionnel qui consiste à fournir une éducation de base obligatoire et gratuite à tous, ainsi que de sa promesse de fournir un enseignement secondaire gratuite pour tous les élèves du secondaire</p>	<p>Plaidoyer et réunions de dialogue.</p> <p>Usage des médias numériques pour sensibiliser et éduquer les citoyens.</p> <p>Mise à disposition d'une ligne d'appel directe pour recevoir les retours des citoyens ou SMS.</p> <p>Système de gestion de l'information et système d'information géographique pour suivre les principaux livrables de la politique de libre circulation des personnes.</p> <p>Visites à durée déterminée dans des écoles sélectionnées dans les zones de mise en œuvre des projets.</p>	<p>L'intervention doit inclure de multiples parties prenantes et partenaires.</p> <p>Les bénéficiaires de l'intervention doivent être fortement impliqués dans l'intervention pour en assurer la durabilité.</p> <p>L'impact mesurable doit être l'objectif final de l'intervention.</p> <p>Le développement de plusieurs flux de financement est essentiel pour la durabilité de l'intervention.</p>
Budgétisation Participative: un processus de participation qui permet aux citoyens ordinaires de prendre des décisions sur les allocations budgétaires			
<p>Il s'agit d'un processus de délibération et de décision démocratique, dans lequel les gens ordinaires décident de l'affectation d'une partie du budget municipal ou public.</p>	<p>Étude de Cas 14 : Movement for Resettlement and rural development (MoRRD)</p> <p>Stimuler la demande des citoyens et faire pression sur les prestataires de services pour qu'ils remplissent leur obligation de fournir des services de qualité dans les communautés locales</p>	<p>Community score cards, Participatory budgeting and public expenditure tracking, Access to information through ICT and social audits.</p>	
	<p>Étude de Cas 15 : Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse Budgétaire (ROTAB)</p> <p>ROTAB a pour but de suivre l'allocation et l'usage des budgets dans les secteurs clés tels que l'éducation, l'environnement, l'élevage, la santé, l'agriculture etc.</p>	<p>Collecter des informations sur le journal officiel et le site web du gouvernement</p> <p>Traiter ces informations et les analyser afin de les balancer sur les réseaux sociaux.</p>	<p>Sensibiliser les acteurs avant la mise en place des comités.</p> <p>Faire une comparaison des budgets des années antérieures afin de fournir des données probantes.</p> <p>Développer davantage d'applications numériques pour la gouvernance et l'administration.</p> <p>Impliquer les organisations de la société civile à l'élaboration du budget de l'Etat.</p>

Technologies de l'Information et de la Communication: Les TIC peuvent soutenir le développement et la mise en œuvre de systèmes de contrôle et d'équilibre des pouvoirs publics.			
<p>Les TIC permettent de solliciter le retour d'information des citoyens et un engagement actif auprès des autorités.</p>	<p>Étude de Cas 16 : Penplusbytes Ghana</p> <p>Une étude de cas sur les pratiques exemplaires, les défis et les leçons à tirer de l'utilisation des TIC pour l'engagement civique envers la redevabilité sociale</p>	<p>Établir les préoccupations de la communauté</p> <p>Faciliter le développement de l'appropriation du projet par la communauté</p> <p>Fourniture d'informations aux membres de la communauté sur les mécanismes du projet</p> <p>Mise en place et maintenance de la plateforme en ligne.</p> <p>Communication des préoccupations communautaires aux autorités.</p> <p>Retour d'information aux membres de la communauté sur les réponses des autorités.</p>	<p>Les TIC peuvent briser les barrières et rendre la gouvernance plus inclusive car les citoyens ne sont pas limités par le temps, la distance et le coût pour participer au suivi et à l'évaluation des politiques de protection sociale.</p>
Journalisme d'investigation: Le journalisme d'investigation est une forme de journalisme dans laquelle les reporters enquêtent en profondeur sur un seul sujet d'intérêt comme les crimes graves, la corruption politique ou les actes répréhensibles des entreprises.			
<p>Le journalisme d'investigation peut contribuer à promouvoir la bonne gouvernance et à enraciner les valeurs démocratiques en rendant compte, en exposant et en combattant les actions arbitraires de personnes occupant des postes qui requièrent la confiance des populations.</p>	<p>Étude de Cas 17: International Centre for Investigative Reporting (ICIR), Nigeria</p> <p>La mission de l'ICIR est de promouvoir la bonne gouvernance et d'ancrer les valeurs démocratiques en dénonçant, exposant et combattant la corruption.</p>	<p>ICIR a renforcé les capacités des organisations de média et des journalistes en matière d'investigation critique.</p> <p>ICIR accorde également de petites subventions aux journalistes pour la réalisation de reportages d'investigation.</p>	<p>De solides relations de collaboration avec les OSC renforcent la capacité des journalistes à soulever les questions de corruption.</p>

Étude de Cas No.	Organisation	Pays
Étude de Cas 1	Ghana Anti-Corruption Local Accountability Networks (GACC)	Ghana
Étude de Cas 2	ONG 3D (Démocratie, droits de l'homme et développement local)	Sénégal
Étude de Cas 3	ONG de Protection des Droits de l'Homme (PDH)	Côte d'Ivoire
Étude de Cas 4	ONG SOS-Civisme/Niger	Niger
Étude de Cas 5	ONG Social Justice	Côte d'Ivoire
Étude de Cas 6	ONG Mali Health	Mali
Étude de Cas 7	Transparency Justice	Côte d'Ivoire
Étude de Cas 8	Voice Ghana	Ghana
Étude de Cas 9	Forum Civil Sénégal	Sénégal
Étude de Cas 10	Centre de développement démocratique du Ghana (CDD-Ghana)	Ghana
Étude de Cas 11	Forum Africain des Femmes Éducatrices (FAWE)	Bénin
Étude de Cas 12	Kids Educational Engagement Project (KEEP)	Libéria
Étude de Cas 13	Partenariats de Volontaires pour l'Afrique de l'Ouest, Ghana	Ghana
Étude de Cas 14	Movement for Resettlement and Rural Development (MoRRD)	Sierra Léone
Étude de Cas 15	Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (ROTAB)	Niger
Étude de Cas 16	Penplusbytes Ghana	Ghana
Étude de Cas 17	Centre International de Reportage d'Investigation, Nigeria (ICIR)	Nigéria



ÉTUDE DE CAS 1:

Une étude de cas des Réseaux locaux de responsabilisation en matière de lutte contre la corruption au Ghana (GACC)



GACC est une coalition d'OSC et d'ONG nationales, régionales et de district qui s'intéressent aux questions de redevabilité et de lutte contre la corruption. GACC a développé le concept de réseaux locaux de responsabilisation (LANet) pour permettre aux membres de la communauté de suivre les progrès des projets de développement communautaire marqués et budgétisés par l'assemblée de district dans leurs communautés. Il vise à créer une plateforme pour l'engagement des citoyens et la collaboration avec les assemblées métropolitaines, municipales et de districts (AMMD) afin de promouvoir le développement au niveau local. LANets sont une coalition d'organisations communautaires (CBO) et d'OSC locales au sein d'un district. Ce sont des groupes de citoyens composés de représentants de groupes informels tels que des groupes de femmes, des groupes de jeunes, des associations religieuses et des associations de personnes handicapées.

L'objectif du LANet est de promouvoir la transparence et la redevabilité en augmentant la participation des citoyens à la gouvernance au niveau local afin d'améliorer la prestation de services et le développement. L'objectif de l'initiative est de :

1. Créer une plateforme pour l'engagement et la collaboration des citoyens avec les AMMD afin de promouvoir le développement au niveau local.
2. Promouvoir la demande des citoyens en matière de transparence et de redevabilité au niveau local.
3. Améliorer la prestation de services et le développement par la participation des citoyens à la gouvernance locale.

Le processus a été développé pour permettre aux membres de la communauté de dialoguer avec les responsables sur les questions qui les concernent au sujet de l'avancement de la mise en œuvre de ces projets. Bien que le processus LANet ait été conçu principalement pour le niveau de gouvernement local, il peut être appliqué aux processus d'engagement civique au niveau national.

Le processus du LANet du GACC autour de l'engagement civique est une méthode innovante, durable et qui donne du pouvoir aux citoyens pour s'engager avec les responsables. Le processus intègre l'engagement civique et le suivi des citoyens.

RÔLE DE GACC

Le rôle de GACC dans le processus d'engagement civique consiste à promouvoir l'engagement des membres de la communauté auprès des responsables. À cette fin, GACC joue un rôle de renforcement des capacités, de rapprochement et de modération. GACC se retire de ce rôle lorsque le rythme de l'engagement a été établi entre la communauté locale et l'assemblée du district, c'est-à-dire lorsque les LANet sont en mesure d'approcher l'assemblée locale par eux-mêmes, avec leurs questions et leurs recommandations concernant les progrès de la mise en œuvre du projet.

Étapes du processus d'engagement civique des LANet par GACC

1. Identification des représentants des citoyens:

Le processus d'engagement civique débute par l'identification d'une OSC par GACC au sein de la communauté qui agira en tant qu' « organisation focale ». L'organisation focale sert de coordinateur de LANet. Cela implique d'assurer l'interface entre les groupes de GAAC et de LANet, de fournir un soutien administratif, de réaliser des rapports et de fournir des services de secrétariat au LANet. L'organisation focale reçoit également des fonds de GACC et effectue des versements pour les activités de LANet. L'organisation focale doit avoir un haut niveau de crédibilité et de légitimité aux yeux de la communauté et de l'assemblée locale. GACC identifie les OSC au sein de la communauté en prenant contact avec les membres du réseau GACC dans ce district et en leur demandant de recommander des OSC ayant une crédibilité et légitimité au niveau de la communauté. GACC procède à une nouvelle vérification des antécédents des OSC recommandées par le biais de son propre réseau de membres de la coalition. La crédibilité et la légitimité des organisations focales sont essentielles, car ces organisations recevront un financement de GACC pour jouer leur rôle dans le processus. Les organisations focales doivent être perçues par les membres de la communauté comme étant apolitiques. Cela est important pour la protection de la position de GACC en tant que voix neutre sur les questions de responsabilité. Il est également important que l'organisation focale s'engage dans ce rôle de son plein gré et sans se sentir obligée de le faire. Dans les cas où GACC n'est pas en mesure d'identifier une organisation focale appropriée au sein du district, GACC peut sélectionner une organisation d'un district voisin pour jouer ce rôle.

2. Visite à l'assemblée locale : Lorsqu'une organisation focale a été sélectionnée, IGACC se rend à l'assemblée locale pour informer l'assemblée du processus des LANet et l'informer du rôle que l'organisation focale jouera dans le processus. Cette visite a également pour but de confirmer pour GACC si l'organisation focale est connue de l'assemblée locale et donc crédible. L'organisation focale ne participe pas à cette visite, bien que l'organisation ait été informée de la visite par GACC.

3. Sélection des membres de LANet: Après une visite réussie à l'assemblée locale, GACC présente à l'organisation focale une liste des types de groupes et d'associations parmi lesquels les membres de LANet peuvent être sélectionnés. GACC demande à l'organisation focale de sélectionner jusqu'à 15 représentants de ces groupes pour servir de membres des LANet pour la communauté.

4. Orientation des membres de LANet et sélection des cadres: L'organisation focale organise une réunion des membres de LANet et de GACC ; lors de cette réunion, GACC oriente les membres des LANet nouvellement sélectionnés sur le processus et l'objectif des LANet, et sur leur rôle dans le processus. Aussi, lors de cette réunion, LANet élit un groupe exécutif de trois à huit membres. GACC ne participe pas au processus d'élection, mais il est attentif au processus d'élection et propose quelques lignes directrices pour s'assurer que le processus soit démocratique et significatif. Ceci est important pour s'assurer que les membres élisent des personnes qui, selon eux, les représenteront de manière adéquate et compétente.

5. Signature du contrat: À ce stade, GACC signe un contrat avec l'organisation focale. Le contrat est copié sur LANet.

6. Nomination des personnes: LANet est invité à sélectionner quatre personnes qui seront formées par GACC pour jouer le rôle principal dans l'engagement avec l'assemblée locale dans le processus de suivi de la mise en œuvre des projets de développement communautaire.

7. Renforcement des capacités: Les personnes sélectionnées bénéficient d'une formation de base dispensée par GACC sur les questions de gouvernance locale, de responsabilité, de suivi de la mise en œuvre et de la budgétisation des projets, ainsi que sur les méthodes d'engagement avec les responsables.

8. Sélection du projet pour le suivi et la réalisation de l'étude de base: Les LANet dialoguent entre eux pour

choisir le projet de développement communautaire qu'ils souhaitent suivre. GACC les guide pour réaliser une simple étude de base du projet sélectionné. En général, une telle étude de base implique de visiter le site du projet, de prendre des photos de l'étape de mise en œuvre du projet, d'étiqueter la photo avec la date à laquelle elle a été prise et de coller la photo datée de manière visible dans les bureaux de l'assemblée locale. Avec le soutien du GACC et de l'organisation focale, les représentants de LANet demandent à l'assemblée la date de financement de base du projet, c'est-à-dire le montant budgétisé pour le projet et le montant déboursé. Les représentants de LANet comparent ensuite le stade de mise en œuvre du projet par rapport au budget déboursé. Lorsque ceux-ci ne semblent pas être synchronisés, une « réunion d'interface » est demandée avec l'assemblée locale.

9. Réunion d'interface avec l'assemblée locale: La réunion d'interface est le moment du dialogue formel entre les citoyens (représentés par les représentants de LANet) et les responsables. L'organisation focale organise la réunion et GACC modère les discussions. La présence de GACC à la réunion, et son rôle de modérateur, tend à amener l'assemblée locale à donner du sérieux à la réunion. Lors de cette réunion, les représentants de LANet présentent leurs questions et leurs préoccupations à l'assemblée locale, et celle-ci y répond. Les réponses de l'assemblée locale sont documentées.

10. Engagement des médias et des parties prenantes : La réunion d'interface est immédiatement suivie d'un engagement des médias pour donner une certaine publicité au processus et ainsi faire pression sur l'assemblée locale pour qu'elle donne suite aux réponses qu'elle a données pendant la réunion d'interface. GACC a également créé une plateforme virtuelle anti-corruption où tous les autres leaders de la société civile, y compris les personnes focales de LANet, sont présents. Cela permet un engagement et une collaboration rapides.

GACC travaille également avec des agences de lutte contre la corruption, ayant comme membres fondateurs le Bureau de la criminalité économique et organisée (EOCO) et la Commission sur les droits de l'homme et la justice administrative (CHRAJ). GACC travaille également avec d'autres OSC axées sur la gouvernance et la lutte contre la corruption, telles que Ghana Integrity Initiative (la section locale de Transparency International), le Centre de développement démocratique du Ghana et l'Institut de gouvernance démocratique (IDEG), qui font tous partie de la plateforme anti-corruption de GACC.

11. Suivi périodique: Les membres de LANet effectuent un suivi périodique du projet (mensuel, trimestriel ou semestriel) et fournissent au GACC un rapport de la réunion détaillant leurs activités, leurs succès et leurs défis. GACC entreprend également des voyages de suivi et d'évaluation en milieu et en fin d'année dans les districts où les projets LANet sont évalués afin de s'assurer que les gains sont optimaux. Ceci est fait en accord avec la politique de S&E de GACC.

GACC a également organisé des réunions trimestrielles périodiques avec certains représentants du pouvoir judiciaire, au cours desquelles les questions relatives aux fonctions du pouvoir judiciaire et à la lutte contre la corruption sont abordées.

12. Cycle de rotation : Les membres de LANet maintiennent leur engagement avec l'assemblée locale jusqu'à l'achèvement du projet, après quoi ils sélectionnent un autre projet à surveiller, en utilisant le processus ci-dessus.

Bonne histoire

Le processus ci-dessus a donné lieu à plusieurs succès, comme par exemple le cas où LANet a découvert que plusieurs mois après avoir reçu une grande partie du paiement pour un projet, l'entrepreneur n'avait livré que trois (3) voyages de sable pour la construction. L'assemblée locale n'en était pas consciente, car elle n'avait pas pu se rendre sur le site du projet faute de moyens de transport. LANet ayant attiré l'attention sur cette situation, l'assemblée locale a dû assurer un suivi urgent du contractant. Le projet a ensuite été mené à bien par le contractant.

Valeur ajoutée et distinction par rapport à d'autres initiatives

Les LANets adoptent l'approche du suivi social. Les LANets assurent le suivi des services fournis par les AMMD, tels que la santé et l'éducation, collectent des données et organisent régulièrement des réunions d'interface avec les responsables sur la base des preuves recueillies. Ils assurent également le suivi des recommandations d'audit données à leur district par l'auditeur général, et soutiennent également la mobilisation des recettes locales dans leurs districts.

Cette approche de suivi social a créé une plateforme unique qui permet un engagement plus profond avec les responsables de manière coopérative. Avant LANet, les assemblées métropolitaines, municipales et de district (AMMD) avaient du mal à travailler avec les OSC et OCB locales en raison de la multiplicité des groupes

et d'une méfiance due aux approches conflictuelles utilisées par les OSC locales.

Niveau de ressources (financières ou non financières)

Les LANets sont des organisations bénévoles, et GACC encourage les LANets à considérer le travail comme volontaire. Cependant, les activités des LANets sont soutenues par des fonds de GACC et les montants sont basés sur les budgets des activités développées à partir de leurs plans d'action. Ces fonds sont souvent liés aux programmes et aux projets entrepris par GACC.

Pour soutenir le travail des LANets, GACC tient à inclure les activités des LANets dans tous ses projets financés par des donateurs. C'est ce qui a permis de donner des ressources financières pour promouvoir le travail des LANet. Cependant, les LANet savent que leur travail est bénévole et ont souvent travaillé à titre bénévole.

Principaux défis et solutions entreprises

Les principaux défis de ce processus sont les suivants :

a. Transfert des connaissances des bénéficiaires de la formation de GACC vers le groupe LANet élargi:

Les groupes LANet plus larges ont eu tendance à se plaindre du mauvais transfert des connaissances qui leur sont transmises par les quatre membres qui bénéficient du renforcement des capacités de la GACC.

b. Accès aux membres de l'assemblée locale: L'accès aux membres de l'assemblée locale a constitué un défi majeur. Certains responsables refusent de reconnaître les LANets et de travailler avec eux.

c. Financement et coordination.

Avec le défi du financement, GACC a vendu l'initiative LANet aux AMMD comme complément au travail des AMMD et comme coopération avec eux. La GACC a fait un effort conscient pour ne pas être confrontée aux AMMD. Cela a permis d'établir la confiance entre les LANets et les AMMD. Pour la consolider davantage, chaque LANet a signé un protocole d'accord avec leur AMMD. Cela a contribué à rendre les AMMD plus disposés à travailler avec les LANets et finalement avec GACC.

Dans un souci de coordination, chaque LANet a une structure. Les LANets sont dirigés par un comité exécutif (entre 5 et 7) choisi parmi l'ensemble du groupe. La supervision des LANets est assurée par une

organisation focale (CSO). L'Organisation Focale est une OSC locale qui agit comme partenaire de GACC au niveau du district. Elle aide à organiser LANet et est représentée au sein du comité directeur de LANet.

Impact

1. GACC a engendré la responsabilité au niveau local. En encourageant et en soutenant les forums annuels de redevabilité, les AMMD disposent d'une plateforme leur permettant de rendre régulièrement compte aux citoyens de l'utilisation des ressources du district.
2. L'initiative a permis d'accroître la participation des citoyens au suivi de la qualité de la prestation de services et de l'utilisation des fonds publics au niveau du district.
3. Un dialogue et consensus accrus ainsi qu'un partage d'informations entre les assemblées de district et les citoyens.
4. Une capacité accrue des citoyens au niveau communautaire à exiger une prestation de services de qualité et à demander des comptes aux responsables.

Leçons apprises

Le processus d'engagement civique a tendance à se dérouler avec plus de succès lorsque le responsable de l'assemblée de district chargé du projet suivi par les membres de LANet accompagne ces derniers lors de leurs visites sur le site du projet. De cette façon, certaines préoccupations de la communauté peuvent déjà être abordées par le responsable sans qu'une réunion formelle soit nécessaire.

Les réunions de dialogue ne doivent pas nécessairement être organisées pour critiquer l'avancement de la mise en œuvre du projet. Elles peuvent également être utilisées pour féliciter une assemblée locale sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre d'un projet de développement communautaire. Ce qui tend à être important et apporter une valeur ajoutée, c'est que l'assemblée locale sache que les progrès du projet font l'objet d'un suivi.

Pour remédier au problème de l'extrême soutien partisan, GACC n'autorise pas les LANets à s'affilier à un parti politique. Encore une fois, les membres connus des partis politiques ne sont pas autorisés à parler pour et au nom de LANet, ou à devenir des cadres de LANet, même s'ils peuvent rejoindre les LANets.



ÉTUDE DE CAS 2:

Une étude de cas de l'ONG 3D (Démocratie, droits de l'homme et développement local)



L'organisation non gouvernementale 3D est spécialisée sur le triptyque : Décentralisation, Droits Humains et Développement local d'où la dénomination 3D. Dans les domaines de la décentralisation et du développement local, l'ONG 3D contribue à l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement local des collectivités. Elle facilite l'éligibilité des moyens de financement des collectivités locales, renforce les capacités techniques des élus locaux dans la maîtrise des textes et lois relatif à la décentralisation, la gestion des ressources naturelle et le foncier. Dans le domaine des droits humains, elle prône une approche basée sur l'accès des couches défavorisées aux droits fondamentaux et vitaux tels que l'accès à l'éducation, au logement, aux instances de décision locale, aux soins et services de santé, entre autres. Dans le cadre de la démocratie, elle assure la coordination du collectif des organisations de la société civile pour une participation massive des populations aux élections et une médiation entre les acteurs du processus électoral.

L'organisation non gouvernementale 3D promeut une culture de transparence dans les institutions publiques, la participation du citoyen dans le processus budgétaire et une meilleure politique de transparence et de redevabilité dans la gestion publique. L'ONG 3D travaille avec les organismes de lutte contre la corruption et le système judiciaire en privilégiant les organes de contrôle comme l'autorité de régulation des marchés publics, en ce qui concerne les appels d'offres pour les marchés publics.

Valeur Ajoutée

La valeur ajoutée de cette approche est qu'elle privilégie le citoyen qui est l'alpha et l'oméga du processus de la gestion budgétaire. En effet, cette approche consiste à outiller le citoyen afin qu'il soit non seulement bien informé sur les processus budgétaires mais aussi formé afin d'être en mesure de participer dans la gestion budgétaire.

Approche

L'approche d'intervention de contrôle citoyen de l'action publique repose sur l'outil dénommé Gestion Citoyenne (GC). C'est un outil de contrôle et de suivi de la dépense publique.

Étapes du processus d'engagement civique de ONG 3D

1. Organisation des citoyens autour d'un comité local: Ce sont les communautés qui proposent l'approche méthodologique de mise en œuvre de l'outil après avoir présenté la stratégie.
2. Formation des membres du comité sur le processus de mise en œuvre de l'outil
3. Collecte et traitement des informations recueillies par le comité.
4. Production de rapports alternatifs de suivi des investissements.
5. Plaidoyer : il vise à informer l'autorité sur les mécanismes de correction et d'amélioration.

Défis et contraintes rencontrés

La contrainte que rencontre l'ONG 3D est la disponibilité des informations financières et la participation du public dans le processus budgétaire. Pour mettre en œuvre l'outil, l'ONG 3D a besoin de ressources financières et humaines qui vont s'investir sur le terrain pour la collecte des informations et leur traitement.

Intégration des TIC dans les interventions:

L'ONG 3D a développé un outil dénommé Seydou qui vise à produire des analyses budgétaires et des argumentaires pour un plaidoyer.

Impacts

L'intervention faite par l'ONG 3D a impacté au niveau de l'administration avec une meilleure prise en compte du budget pour le citoyen dans sa publication.

Suivi et évaluation

Des sessions et table ronde sont organisées avec les acteurs du secteur des finances publiques..

Recommandation

- Capitaliser les bonnes pratiques et s'approprier des enseignements.



ÉTUDE DE CAS 3:

Une étude de cas de l'ONG de Protection des Droits de l'Homme (PDH)



Le projet « Asseyons-nous et discutons » est une initiative de l'ONG Protégeons les Droits Humains (PDH) pour promouvoir le dialogue et la concertation sociale à travers les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits. Le projet « Asseyons-nous et discutons » a pour objectifs spécifiques de faire participer activement les leaders d'opinions dans la promotion de la tolérance inter-ethnique et politique, la réconciliation et la coexistence pacifique ; de rendre opérationnel les Groupes de champion sur les questions de prévention des conflits et de consolidation de la paix ainsi que de cultiver le dialogue et le débat contradictoire en milieu scolaire.

Il entend contribuer à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Provisoire de la Réconciliation Nationale (CPRN) à travers la mobilisation de la société guinéenne, et principalement la jeunesse, les femmes et les autorités morales autour d'un espace de dialogue pour la prévention et la résolution des conflits à caractère sociale et politique. Il constitue la suite logique d'une stratégie développée par l'ONG Protégeons les Droits Humains (PDH) pour inciter la population à renouer avec les pratiques traditionnelles de prévention et de résolution des conflits.

La phase pilote du projet a été réalisée avec le soutien financier de la Fondation OSIWA. Il était à hauteur de 65 000 dollars américains et destiné à la mise en place des cellules communautaires et des activités de sensibilisations, de formations et des émissions télévisées dans le cadre du projet.

Valeur Ajoutée

La spécificité de cette intervention réside dans la collaboration intergénérationnelle sur les questions de prévention et de résolution des conflits. Les champions de la paix sont composés des personnes avancées en âge et les pairs éducateurs exclusivement de jeunes. Au cœur du projet est la mise en place des cellules communautaires (groupe de champion de la paix et pairs éducateurs) de prévention et de règlement pacifique des conflits.

Processus

Le projet utilise une approche participative. Il s'agit d'associer et d'impliquer étroitement les habitants des zones ciblées aux différents niveaux et étapes du processus à savoir :

- Diagnostic de leur problème du point de vue prévention et gestion des conflits ;
- Analyse des diverses contraintes et priorités ;
- Programmation des actions à entreprendre : les bénéficiaires sont impliqués dans les phases de planification et des prises de décisions relatives à la mise en œuvre des actions. Les actions sont d'ailleurs identifiées et planifiées par les groupes de champions de la paix et réalisées par les pairs éducateurs.

Défis

- L'appropriation de l'initiative par les bénéficiaires et la pérennisation du cadre local de prévention et de gestion des conflits. Les cadres de concertation créés sont des moyens de favoriser l'appropriation du projet par les bénéficiaires.
- La pérennisation du cadre local de prévention et de gestion des conflits.

Intégration des TIC

Les réseaux sociaux, notamment Facebook et Twitter ont servi de moyens de communication privilégiés durant ce projet.

Suivi et Évaluation

Le cadre logique sert de guide pour la mesure et l'évaluation des impacts du projet. Le nombre de personnes touchées, la fréquence des conflits résolus, le niveau de dialogue entre les citoyens et le nombre d'activités réalisées sont les indicateurs qualitatifs et quantitatifs qui ont permis de jauger les impacts du projet dans les districts. Ils sont documentés à travers les rapports des activités et les fiches de suivi élaborées par l'équipe de mise en œuvre du projet. La dissémination et le partage des acquis du projet, les histoires de changement positif sont faites à travers la réalisation et la projection d'un film court métrage sur le projet.

Impacts

Le projet a touché 16 districts de Conakry dans sa phase pilote. Ce sont les activités de renforcement de capacités, de réunions communautaires, de sensibilisations, de causeries éducatives, de capitalisations, etc... qui ont été déployées sur le terrain. Les autres résultats obtenus

sont :

- 144 leaders d'opinion (jeunes, femmes, religieux et autorités locales) dont 9 par districts ont été identifiés et formés sur la prévention et la gestion des conflits ;
- 160 jeunes et femmes pairs éducateurs identifiés dans les 16 districts (en raison de 10 par districts) sont formés sur la promotion de la paix et de la tolérance interethnique et politique ;
- 16 groupes de champion de la paix (cellule communautaire) installés dans les 16 districts sensibles identifiés.

Leçons apprises

Ce type de projet requiert du temps et une année n'est pas suffisante pour effectivement produire les impacts escomptés ni les évaluer de façon efficace. Pour des projets similaires, il est important de s'engager sur une durée de trois ans. Une année de mise en place et de renforcement de capacités, une deuxième année d'accompagnement et d'autonomisation et une dernière année d'évaluation des impacts, de capitalisation et de partage des acquis. Enfin, dans sa phase pilote, le projet n'a pas travaillé avec le système judiciaire. Il est donc important d'adopter une approche inclusive dès le départ et intégrer tous les acteurs clés pour la réussite du projet, car il peut être plus difficile de le faire en cours de projet.



ÉTUDE DE CAS 4:

Une étude de cas de l'ONG SOS-Civisme/Niger



Depuis novembre 2012, l'ONG SOS-Civisme-Niger mène avec le soutien financier du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD)-Terre Solidaire, un Programme d'Appui à la Démocratie Participative (PADEP). Ce programme contribue à asseoir les bases d'une bonne gouvernance et l'implication effective des citoyens dans la gestion des affaires locales au niveau du 5ème Arrondissement Communal de Niamey.

Les objectifs du PADEP sont d'une part, de favoriser la participation inclusive des citoyens dans le processus de prise des décisions et la délivrance des services publics de qualité au niveau des districts et villages et d'autre part renforcer la transparence et la redevabilité dans la gestion des affaires locales. Le projet PADEP favorise aussi le partage d'expériences, de bonnes pratiques de gouvernance démocratique entre les communes de Tillabéri et Dosso, ainsi que leur remontée au niveau des autorités nationales. Il favorise la prise en compte des droits et intérêts spécifiques des groupes marginalisés en raison de leur origine sociale et des femmes et mineurs détenus dans les prisons civiles de Tillabéri et de Dosso.

Le but à long terme c'est de contribuer au développement durable des communes urbaines de Tillabéri et de Dosso, par la mise en œuvre des mécanismes et initiatives pour l'institutionnalisation d'une gouvernance démocratique participative et inclusive.

Description de l'initiative

L'ONG SOS-Civisme/Niger est une OSC qui a pour but l'institutionnalisation d'un dialogue permanent entre les élus municipaux et les communautés à la base, le développement du sens de l'initiative au niveau des citoyens en lieu et place de l'attentisme/passivité en cultivant l'habitude de rendre compte chez les autorités locales ; puis en amenant toutes les parties prenantes locales à travailler ensemble pour identifier les problèmes et chercher conjointement les solutions adaptées. Dans le cadre de cette initiative, l'ONG SOS-Civisme/Niger travaille avec une organisation de défense des droits de l'homme (TIMIDRIA) pour promouvoir le droit des personnes marginalisées du fait de leur origine sociale (lignage, castes).

La première phase (2012-2014) a permis l'implication des institutions étatiques pertinentes; le renforcement des capacités des conseillers et services techniques municipaux, des organisations de la société civile locale; la mise en place des Conseils Consultatifs de Développement (CCD) dans 7 districts de Niamey 5; et l'élaboration d'un Guide méthodologique pour la mise en œuvre de la démocratie communale participative, en collaboration avec le Centre de Formation en Gestion des

Collectivités Territoriales (CFGCT) de l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature (ENAM).

La deuxième phase (2015-2017) s'est orientée vers :

- (i) le renforcement de la légitimité des conseils consultatifs de développement des districts,
- (ii) la poursuite du dialogue constructif entre les autorités communales et les citoyens pour plus de transparence et de redevabilité,
- (iii) la diffusion du Guide Méthodologique pour la Mise en Œuvre de la Démocratie Communale Participative dans les communes urbaines de Dosso et Tillabéri.

La troisième phase du programme (PADEP 3, 2018-2020) s'oriente vers la mise à échelle effective de l'expérience développée six ans durant dans l'arrondissement communal de Niamey 5 dans les communes urbaines de Tillabéri et de Dosso.

Valeur ajoutée

The unique feature of the SOS-Civisme/Niger NGO initiative is that it starts with grassroots cells, at the community level and goes up to the communal level. It is an implementation of the General Code of Territorial Collectivities which makes communes accountable to citizens for their management by drawing up and sharing a report on the state of the commune twice a year. In practice, however, the communes do not meet this legal obligation. Through these community structures, the NGO SOS-Civisme/Niger brings the mayors of the communes involved to the communities to share their reports with the citizens.

Outils et approches de mise en œuvre

Dans la mise en œuvre de leur intervention, l'ONG SOS-Civisme/Niger procède comme suit :

- Le renforcement des capacités sur les outils de la démocratie participative telle la planification participative, la budgétisation participative, la communication comme outil de gestion communale, le rôle des différents acteurs dans la mise en œuvre de la décentralisation, l'exercice de tutelle et le contrôle de légalité des autorités administratives.
- Mise en place des conseils consultatifs de développement (CCD) dans les districts et villages en tant que plateforme d'échange et de dialogue entre les communautés et les autorités communales pour le suivi de la qualité des services publics ainsi que le soutien à l'élaboration et la mise en œuvre par les CCD des micro-projets communautaires.
- Renforcement des capacités des conseils consultatifs

(vie associative, rédaction des documents administratifs, techniques de plaidoyer et lobbying, planification communautaire, gestion de projets communautaires...).

- Renforcement de la transparence et de la redevabilité des organes communaux vis-à-vis des citoyens à travers l'élaboration et le partage des rapports sur l'état de la commune, l'organisation des journées portes ouvertes pour familiariser les citoyens avec les services publics rendus par la commune, l'organisation des débats interactifs à la radio et la télévision entre les autorités communales et les citoyens sur les questions de gouvernance locale.
- Adoption d'une approche différenciée en direction des personnes marginalisées du fait de leur origine sociale.

Dimension participative

Les citoyens sont impliqués depuis la planification du projet. La phase implémentée par l'ONG SOS-Civisme/ Niger est la mise à échelle de deux autres phases expérimentées dans une autre commune. Cette phase a été construite en partageant les phases précédentes avec les communautés, et en recueillant leur aspiration et comment elles veulent que cela soit reproduit chez eux. En outre, le programme et le budget sont partagés avec les communautés qui, avec l'appui de la mise en œuvre de leurs micro-projets élaborent eux-mêmes les termes de référence avec le budget. Pour s'approprier le projet, les bénéficiaires sont associés dans tout le processus, notamment la mise en place des CCDs pour qu'ils assurent eux-mêmes le renouvellement à la fin du mandat. Les bénéficiaires des précédentes phases ont eux-mêmes renouvelé leur structure et continuent à gérer leurs micro-projets et participent aux actions de la commune.

Défis et Contraintes rencontrés

La principale contrainte est l'insuffisance des fonds pour conduire toutes les activités planifiées. Ceci contraint souvent à ne sélectionner que les activités les plus pertinentes. Les contraintes secondaires sont :

- Faible adhésion des acteurs impliqués au processus ;
- Faible appropriation et soutien du PADEP par les autorités communales. Pareillement pour l'Etat, qui pourrait se l'approprier pour l'étendre à d'autres communes du Niger.
- Difficulté à susciter la volonté et l'engagement des membres des CCD à démontrer leur utilité aux communautés et aux autorités municipales ;
- Difficulté à convaincre les autres acteurs intervenant dans les communes à impliquer les conseils consultatifs dans leur intervention ;

- Pérennité des cadres mis en place au-delà de la durée du projet.

Impacts

- Mise en place des conseils consultatifs ;
- Prise en charge des problèmes de développement communal par les conseils consultatifs ;
- Prise en compte des conseils consultatifs dans la conduite des actions d'intérêt général par les communes ;
- Engagement des autorités communales de Dosso et de Tillabéri (adoption en session du conseil des textes régissant les CCD, arrêté de reconnaissance) ;
- Organisation des activités de redevabilité des organes communaux (élaboration et partage du rapport sur l'état général de la commune).

Les principaux résultats de l'intervention sont d'avoir réussi à positionner les Conseils consultatifs de développement (CCD) comme principaux interlocuteurs des autorités communales au niveau des districts, les micro-projets pilotés par les communautés lors des phases précédentes. L'ONG SOS-Civisme est reconnue par les autorités en charge de la décentralisation comme une structure de référence. C'est pourquoi elle est la seule ONG nationale à siéger au niveau du comité Etat/partenaires sur la décentralisation présidée par le Premier Ministre.

Suivi et Évaluation

Un guide méthodologique a été élaboré à l'issue de la première phase pour la mise en œuvre de la démocratie participative puis à l'issue de la deuxième phase, une évaluation externe a été commanditée et dont les résultats ont permis de développer la présente phase.

Leçons apprises

En développant une initiative similaire, il est important d'avoir :

- Un réel engagement des différents acteurs impliqués ;
- Une appropriation du processus par les autorités communales ;
- Une appropriation du processus par l'Etat pour l'extension de l'initiative aux autres communes du pays ;
- Un accompagnement des partenaires techniques et financier ;
- Une disposition de ressources financières suffisantes ;
- Un plan d'action réaliste et pas trop ambitieux.



ÉTUDE DE CAS 5:

Une étude de cas de l'ONG Social Justice



Le contrôle citoyen de l'action publique de l'ONG Social Justice se fait dans les domaines ci-après :

- a. La Gouvernance locale;
- b. La Gouvernance dans le secteur extractif ;
- c. Le Suivi budgétaire ;
- d. La lutte contre la corruption et la promotion de la transparence.

L'initiative de SOCIAL JUSTICE est basée sur le suivi et l'amélioration des politiques publiques au niveau local à travers la sensibilisation des populations et des autorités locales pour une participation mutuelle et active aux politiques publiques. Les objectifs de cette initiative sont entre autres de renforcer les capacités des citoyens pour une connaissance des outils et un engagement efficace en faveur de la bonne gouvernance locale ; de sensibiliser les populations et les autorités et instituer des pratiques d'actions citoyennes au niveau local ; et enfin de suivre et évaluer la mise en œuvre de la gouvernance locale participative et ouverte. Elle met donc à contribution les acteurs locaux en ciblant les groupes sociaux (jeunes, femmes), des blogueurs, des journalistes locaux et des décideurs (mairies) et les acteurs de leur propre développement. Des comités ont été mis en place dans cinq localités afin de suivre les budgets et les projets. Ces comités sont chargés de veiller à ce que les projets mis en œuvre dans les localités soient en adéquation avec les exigences des documents techniques (fiches techniques, contrats, budgets, durée d'exécution, etc.) qu'ils doivent obtenir auprès des autorités locales.

SOCIAL JUSTICE a initié respectivement la "Journée d'action citoyenne" et "le Budget citoyen local". La Journée d'action citoyenne se présente comme une activité visant à identifier des problèmes de gouvernance locale en essayant de créer autour de ces problèmes un dialogue avec les populations et/ou les autorités concernées en vue de leur résolution. La journée d'action citoyenne vise essentiellement à impliquer les populations dans la gouvernance de la chose publique. Son objectif général est de faire du plaidoyer et de travailler autour des questions de transparence, de lutte contre la corruption, de bonne gouvernance et surtout sur la thématique de la justice sociale pour un développement inclusif et harmonieux en Côte d'Ivoire. Le Budget citoyen local permet à la population de s'approprier de l'importance du budget et du rôle à jouer dans ladite politique.

Etapes du processus d'engagement civique de Social Justice

Diverses approches ont été utilisées comme :

- la mise en place de cinq (5) comités de suivi composés d'un représentant de la mairie, d'un représentant des jeunes, d'une représentante des femmes, d'un blogueur et d'un représentant de la radio locale. Ces comités ont pour charge de veiller à ce que les projets mis en œuvre dans les localités soient en adéquation avec les exigences des documents techniques (fiches techniques, contrats, budgets, durée d'exécution, etc.) qu'ils doivent obtenir auprès des autorités locales. Les actions des comités sont essentiellement sur le terrain pour suivre l'évolution des projets. Lorsque des anomalies sont constatées, un plaidoyer est fait auprès des autorités locales pour une correction. En outre, avec le partenariat signé avec les cinq radios locales dans ces localités, des émissions spéciales créées traitant de la thématique de la bonne gouvernance et de la gouvernance participative sont diffusées avec la participation des comités, les populations et les autorités locales.

- la formation qui consiste à organiser des ateliers de formation des comités de suivi pour acquérir des compétences en matière de demande de données et de plaidoyer ;

- la sensibilisation qui consiste à sensibiliser les populations et agents de mairie sur leurs rôles dans la gouvernance locale participative. Par exemple, les Journées d'action citoyenne sont une des activités visant à identifier des problèmes de gouvernance locale en essayant de créer autour de ces problèmes un dialogue avec les populations et/ou les autorités concernées en vue de leur résolution. Il y a également la communication (Radio communautaires, blog) qui se fait grâce à un partenariat avec les radios communautaires. Des émissions radios sont organisées au moins une fois par mois permettant de sensibiliser et d'éduquer les populations et autorités locales aux bonnes pratiques en matière de gouvernance locale. Les blogs sont utilisés pour mettre l'accent sur des problèmes ou des actions menées par les autorités ou les populations locales.

- le plaidoyer. Cette dernière approche est utilisée par les comités lorsqu'ils ont besoin de documents ou d'informations ou bien pour demander aux autorités de régler un problème observé sur le terrain.

Défis et Contraintes rencontrés

En termes de contraintes, on peut parler de la distance entre Social Justice et les comités de suivi. Cela a entraîné un retard dans les échanges d'informations et de documents, notamment avec les problèmes d'électricité ou d'internet. Un autre défi fut l'accès à l'information et documents ; l'institutionnalisation des bonnes pratiques avec les autorités municipales changeant au gré des élections municipales ; l'appropriation des bonnes pratiques par les populations ; la participation effective des populations aux politiques publiques et l'élargissement de cette initiative à d'autres localités demandeuses.

Impacts

Les impacts comprennent la vulgarisation du principe de la bonne gouvernance et de la gouvernance participative dans les localités bénéficiaires du projet. En outre, on note une collaboration entre les comités et les autorités locales qui se mue progressivement en partenariat dans certaines localités (Djébonoua) pour le suivi et la sensibilisation des populations à entretenir les pompes villageoises. Des projets dans certaines localités ont été revus et améliorés (Bondoukou). Une restitution publique de la gestion des projets de la collectivité de Bouaflé sur conseil du comité local.

Il y a également la consolidation des acquis obtenus de la sensibilisation des élus locaux (gouvernance participative, accès à l'information, etc.) ; l'implication accrue des organisations et associations locales aux actions de suivi des budgets et projets communautaires (jeunes, femmes, enseignants, élèves, commerçants, etc.) ; la proactivité des autorités municipales dans la publication des informations relatives aux projets ; la reddition des comptes dans la gestion des mairies ; la forte participation des populations aux réunions du Conseil municipal ; et l'utilisation adéquate des blogs et autres réseaux sociaux pour mobiliser et sensibiliser.

Suivi et Évaluation

Un atelier de partage d'expériences est organisé au démarrage des activités des comités, ce qui met en exergue les avancées et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du suivi local. Cela permet de discuter et de dégager les perspectives d'actions et de plaidoyers.

Le contrôle citoyen de l'action publique de l'ONG Social Justice se fait dans les domaines suivants :

- La Gouvernance locale ;
- La Gouvernance dans le secteur extractif ;
- Le Suivi budgétaire ;
- La lutte contre la corruption et la promotion de la transparence.

Résultats Obtenus

1. Les capacités des autorités locales ont été renforcées : 129 conseillers et agents municipaux ont été formés ;
2. 224 personnes issues des populations et associations locales ont été formées ;
3. Un guide de bonnes pratiques en matière de suivi a été élaboré et est disponible pour les comités ;
4. Un blog pour la diffusion des informations sur la gouvernance locale participative et la bonne gouvernance a été créé ;
5. 10 communicateurs locaux (5 blogueurs et 5 journalistes locaux) ont été formés sur les stratégies d'utilisation efficace des informations via les TIC pour un meilleur impact sur la gouvernance ;
6. Au moins 30 articles sur la gouvernance publique locale ont été publiés sur les blogs ;
7. 20 projets ont été suivis dans les cinq (5) localités par les comités ;
8. Les 50 blogueurs des comités de suivi ont été formés ;
9. Les 50 journalistes ont également été formés ;
10. Une émission par localité a été créée ;
11. Au moins 12 émissions radiodiffusées ont été réalisées ;
12. Un outil en ligne d'évaluation du niveau de transparence et de participation citoyenne de la gouvernance des communes nommé DYNTRA a été élaboré.
13. Au moins 7 plaidoyers ont été menés avec succès dans les cinq localités du projet à Djébonoua : il s'agit de :
 - a) L'accélération des travaux de l'école primaire de Lokassou, ensuite de la mise en relation du chef du village, des jeunes du village et de la mairie afin de suivre ensemble l'évolution des travaux, puis enfin le

plaidoyer pour la couverture de la toiture d'une école à savoir EPP Blédi Blessou ;

b) A Bondoukou, le comité a amené la mairie à démolir et à établir à une distance raisonnable un terrain de football dont la clôture était dangereusement très proche du carré de jeux. Le comité a obtenu du maire que l'une des réunions du Conseil municipal se tienne à l'extérieur de la ville, ainsi un conseil s'est tenu dans le village de Soko ;

c) A Hiré et Bouaflé, le comité avec l'aide de la mairie a mis en place une plateforme de plaidoyer pour le budget participatif. Enfin, le comité a obtenu du maire une autre session de reddition des comptes avec une participation plus large.

Leçons et Recommandations

- S'armer de courage et de patience ;
- Identifier des acteurs locaux engagés et volontaires ;
- Continuer la formation des comités pour leur permettre d'être à l'avenir des consultants locaux en termes de participation citoyenne dans leurs localités ;
- Continuer le suivi des projets et budgets communautaires pour donner plus de chance à l'institutionnalisation des bonnes pratiques ;
- Institutionnaliser et médiatiser davantage le CCAP à travers l'instauration d'une journée dédiée au CCAP au niveau local ;
- Promouvoir davantage des outils modernes d'évaluation de la transparence locale comme la plateforme DYNTRA.



ÉTUDE DE CAS 6:

Une étude de cas de l'ONG Mali Health



Mali Health est une organisation non gouvernementale qui s'efforce d'autonomiser les communautés périurbaines pauvres du Mali et d'Afrique pour transformer durablement la santé maternelle et infantile. Mali Health travaille pour permettre aux communautés de concevoir, construire et mettre en œuvre leurs propres systèmes de soins de santé. Mali Health a pour vision un monde où les communautés urbaines pauvres ont le pouvoir de se mobiliser pour répondre à l'évolution de leurs besoins de santé maternelle et infantile.

Description de l'initiative

La politique des soins de santé primaire (SSP) a été définie en 1978 à l'issue de la conférence d'Alma Ata. Cependant, face aux problèmes économiques des années 1980 et les difficultés de la mise en œuvre des SSP, l'Initiative de Bamako (IB) a été proposée et adoptée en 1987. Le Mali, par la suite, a adopté une politique de décentralisation sanitaire qui a abouti à la création des Associations de Santé Communautaires (ASACO) représentant la communauté dans le cadre de la gestion de leur propre problème de santé. Elle a pour mandat de créer et gérer les Centres de Santé Communautaires (CSCoM) et d'assurer la mobilisation sociale.

Mali Health ayant pour mission d'améliorer la santé maternelle, infantile et néonatale en favorisant l'accès aux services et soins primaires de qualité dans les communautés vulnérables, a décidé de loger son intervention auprès des ASACO dans le cadre de son programme d'amélioration de la qualité des soins et services. Mali Health a pour priorité : d'une part, d'accompagner techniquement les membres des ASACO partenaires, le personnel médical et autres personnels administratifs à offrir des soins et services de qualité en mettant au cœur de l'action la satisfaction des membres de la communauté ; et d'autre part, de renforcer le système de santé à la base en améliorant la participation communautaire à la gestion de leur propre santé.

Objectifs Spécifiques

- Améliorer la gouvernance des ASACO partenaires
- Améliorer la qualité des soins et services dans tous nos CSCoM partenaires

- Atteindre un taux de satisfaction > 85% pour les usagers fréquentant nos CSCoM partenaires
- Augmenter de plus 20% le taux de l'impact des représentants des usagers dans les EAQ (Equipe d'Amélioration de la Qualité).

Etapes du processus d'engagement civique de ONG Mali Health

Mali Health implique les communautés depuis la conception du projet en prenant en compte leurs préoccupations et leur avis par rapport à la nature de l'intervention. Mali Health réalise également une collecte de données de base dans le but d'évaluer les besoins réels au niveau des communautés. Mali Health consacre la dernière année de la mise en œuvre à l'appropriation du projet par les bénéficiaires eux-mêmes et pour cela, il élabore avec eux un plan de soutien et de retrait qui sera mis en œuvre quand l'intervention directe sera arrêtée.

Outils et approches de mise en œuvre : Mali Health a identifié des outils et approches dans la mise en œuvre de son intervention qui sont respectivement d'une part le Cycle PDCA ou PDSA (Planifier, Développer, Contrôler et Ajuster), l'enquête à la sortie et du client mystérieux, la grille de fonctionnalité des ASACO B) et d'autre part l'évaluation des besoins, la mise en place des équipes d'amélioration de la qualité composée de personnel technique, de membres de l'ASACO et des représentants des usagers fréquentant le CSCoM, le renforcement des capacités (formations et Coaching), l'utilisation de la philosophie Kaizen (amélioration continue) puis enfin les rencontres périodiques de restitution des résultats d'évaluation.

Défis et contraintes

Les ASACO rencontrent des difficultés importantes sur le plan organisationnel. On peut énumérer la représentativité des femmes et des jeunes dans le bureau ASACO qui est inférieur à 30%, le non-renouvellement de certains bureaux ASACO à temps, l'insuffisance dans la mise en œuvre de la CAM (Convention d'Assistance Mutuelle), la mobilisation des ressources (l'implication de la communauté dans les activités de l'ASACO), et la relation avec l'extérieur (collaboration avec la mairie, les groupements de femmes et de jeunes) et enfin la problématique de la pérennisation des acquis.

Intégration des TIC dans les interventions

Mali Health utilise les TIC dans le cadre de la collecte, l'analyse et l'interprétation des données par notre équipe de recherche suivi évaluation. D'autre part, les TIC sont utilisées pour rappeler aux femmes les dates de leurs rendez-vous pour leur consultation prénatale ou la vaccination de leurs enfants. La santé mobile a été utilisée dans la deuxième phase du financement de la fondation Izumi. Cependant, cette santé mobile est toujours en phase d'expérimentation.

Impacts ou résultats obtenus

Le taux de fonctionnalité des ASACO est à 98%, le taux de satisfaction des usagers par rapport aux soins et services offert par les CSCom partenaires est à 95% et le taux d'impact de la présence des usagers dans les équipes d'amélioration de la qualité (EAQ) est à 87%.

Suivi et Évaluation

Le suivi se fait à travers des enquêtes de satisfactions trimestrielles auprès des utilisateurs de services. L'évaluation trimestrielle de la fonctionnalité des ASACO, l'évaluation trimestrielle de l'impact de la présence des usagers dans les EAQ, la collecte, l'analyse et l'interprétation mensuelle des données sur la santé maternelle néonatale et infantile. Mali Health réalise une évaluation de base et une évaluation de fin de projet. A la fin de la mise en œuvre, les autorités communales, administratives et sanitaires, les structures de tutelles, les parties prenantes et d'autres partenaires intervenant dans la santé communautaire sont invités à la cérémonie de partages des résultats et leçons apprises durant la mise en œuvre.

Leçons apprises et recommandations

Pour la réussite du projet, il est important de se focaliser sur les trois parties prenantes que sont : l'ASACO, le personnel technique, les représentants des usagers. Aussi, pour une pérennisation des acquis, il faudra l'implication des structures de tutelle depuis le début de la mise en œuvre.



ÉTUDE DE CAS 7:

Une étude de cas de Transparency Justice



Transparency Justice: est une Organisation Non Gouvernementale de droit ivoirien composée essentiellement d'acteurs du système judiciaire (Magistrats, Avocats, Notaires, huissiers de justice, Professeurs, etc.) qui intervient en particulier dans le milieu judiciaire. Transparency Justice a pour rôle de réguler des rapports sociaux et de contribuer à la valorisation de l'image de la justice ivoirienne.

Description de l'initiative

L'initiative de contrôle citoyen de l'action publique de l'ONG Transparency Justice s'observe à divers niveaux. Le constat depuis la décennie 2000 est qu'en Côte-d'Ivoire, l'odeur nauséabonde de la corruption infectait la plupart des services publics, mais l'odeur qui se dégageait du secteur de la Justice était particulièrement répugnante. Sans complaisance, les usagers du service public de la justice pouvaient voir, toucher et sentir la corruption à l'occasion de la demande de délivrance d'un acte quelconque de justice (certificat de nationalité, casier judiciaire, etc.).

L'ONG Transparency Justice a donc estimé qu'il était impérieux d'améliorer les conditions d'accès à la justice au bénéfice des usagers, de les aider à se défendre contre les agents malhonnêtes. En bref, il faut combattre la corruption rampante dans le milieu judiciaire. Mais comment y parvenir, alors que ces usagers ne disposent pas d'informations officielles affichées dans les greffes relatives aux coûts et aux délais de délivrance des actes de justice ? Comment un usager pourra-t-il valablement opposer et s'opposer au service public de la justice si ce coût officiel est méconnu ou ne fait pas l'objet d'une vulgarisation ? Mieux, comment un usager peut-il prétendre avoir été escroqué par un agent public, s'il ignore pendant ce temps tous les éléments constitutifs du dossier ou de la procédure à suivre ? C'est ainsi que Transparency Justice a jugé utile d'élaborer le « Guide pratique des actes de justice ». Il s'agit d'une liste énumérative des principaux actes de justice assortis de leurs différents coûts. Le projet vise à améliorer la qualité du service public de la justice en Côte d'Ivoire. Il s'agit précisément de :

- Assurer le droit d'accès à la justice ;
- Assurer la transparence dans la délivrance des services juridiques ;
- Réduire la corruption dans le service public de la justice ;

- Favoriser l'accès à l'information fiable

Etapes du processus d'engagement civique de Transparency Justice

De la conception à l'exécution du projet, les leaders religieux et communautaires, les populations, etc. sont fortement impliqués. Des plaidoyers sont menés auprès du Ministère en vue d'obtenir les informations relatives aux coûts des services juridiques. La formation des leaders communautaires et la distribution du "Guide pratique des actes de justice, la sensibilisation de certains agents publics quant à la nécessité de contribuer à l'amélioration du système judiciaire. Dans chaque juridiction, Transparency Justice a un point focal auprès de certaines juridictions qui travaille pour fournir des informations. Aussi, il y a des déclarations relatives à certains événements, des analyses et enquêtes, des communications sur les thématiques de la corruption, de l'accès à l'information, de la transparence et autres.

Défis et contraintes rencontrés

Le manque de soutien de la population, l'insuffisance des ressources financières, la sécurité des membres de Transparency Justice et de son siège, la perception des gouvernants sur la société civile. Le Président de Transparency Justice est un magistrat ; sans doute, cela constitue-t-il un avantage, mais cette qualité l'expose beaucoup plus, et au-delà Transparency Justice. L'absence d'une loi d'accès à l'information à l'heure actuelle.

Impacts

- Une attention beaucoup plus grande a été accordée au problème de la corruption de la part des autorités administratives et judiciaires.
- L'adoption d'un décret en 2013 pour harmoniser les coûts des actes judiciaires avec les Greffes et des réformes en vue d'améliorer l'accès à la Justice.
- Cela s'est traduit par des émissions radios et télé ayant pour objet de renseigner les populations sur les conditions et modalités de délivrance des actes judiciaires.
- Des campagnes de sensibilisation ont été menées auprès des usagers, qui doivent désormais s'adresser directement aux agents publics et non aux intermédiaires.

- L'activité des intermédiaires n'était plus tolérée. A un moment donné, le Palais de justice d'Abidjan avait pris des mesures pratiques (mesures policières) pour empêcher la présence envahissante des intermédiaires.
- Une crédibilité reconnue : TRANSPARENCY JUSTICE était invitée constamment à participer à des émissions à la télévision et à la radio pour adresser les thématiques de corruption, de transparence et d'accès à l'information.
- Depuis 2012, le programme Pro justice, un vrai atout : le programme Pro justice a été une excellente opportunité pour faire adopter certaines propositions : un décret en date de 2013 a été pris en vue d'harmoniser les coûts des actes de justice en Côte d'Ivoire et leur affichage dans les greffes. L'installation de boîtes à suggestions dans certaines juridictions, de signalétiques pour mieux orienter les usagers, UCQG.

Recommandations

- Privilégier le réseautage (plateforme) dont le plaidoyer est plus impactant ;
- Impliquer davantage les communautés, leaders communautaires, les jeunes et les femmes ;
- Privilégier aussi la pertinence dans ses propositions, s'entourer de partenaires influents ;
- Privilégier le dialogue avec les autorités ;
- S'entourer de partenaires influents;
- Nécessité de développer une stratégie appropriée de protection des acteurs de la redevabilité sociale.



ÉTUDE DE CAS 8:

Une étude de cas de Voice Ghana



VOICE Ghana est une OSC au niveau du district qui a comme mission de défendre les droits des personnes handicapées (PWD). Le processus d'engagement civique de VOICE-Ghana vise à permettre aux personnes handicapées de participer aux processus décisionnels relatifs à la préparation de la planification du développement à moyen terme. Les assemblées locales sont tenues de consulter les citoyens lors de l'élaboration des plans de développement à moyen terme (PDMT). Toutefois, pour diverses raisons, la consultation des citoyens par les assemblées locales tend à être insuffisante, restant souvent au niveau symbolique. La consultation des personnes handicapées a tendance à être particulièrement faible. Il en résulte que les questions qui préoccupent les personnes handicapées ne sont souvent pas prises en compte dans les processus de planification et de prise de décision. VOICE Ghana a développé un processus d'engagement civique innovant pour faire participer les personnes handicapées aux processus de planification et de prise de décision au niveau du district.

Le rôle de VOICE-Ghana

VOICE-Ghana joue le rôle de favoriser l'engagement des personnes handicapées auprès de leur assemblée locale. VOICE-Ghana remplit ce rôle en guidant les personnes handicapées pour qu'elles parviennent à un consensus sur leurs besoins prioritaires dans le cadre du plan de développement à moyen terme de leur district.

Étapes du processus d'engagement civique de VOICE-Ghana;

a. Engagement avec les groupes de personnes handicapées dans les communautés locales: VOICE Ghana se rend dans les communautés très éloignées du district pour rencontrer les groupes de personnes handicapées. Lors de ces réunions, les responsables de programme de VOICE Ghana aident les groupes de personnes handicapées à identifier les questions qui les préoccupent et qu'ils souhaiteraient intégrer dans le PDMT. VOICE Ghana encourage les personnes handicapées à donner la priorité aux questions qui pourraient également concerner les personnes non handicapées, telles que les écoles, les marchés et les installations sanitaires. Les personnes handicapées sont encouragées à donner la priorité à ces questions, mais exigent ensuite que ces installations soient conçues en

tenant compte des besoins d'accessibilité des personnes handicapées. Cette approche a été adoptée par VOICE Ghana sur la base des enseignements tirés, à savoir que lorsque les personnes handicapées demandent des installations uniquement pour leur bénéfice, il est peu probable que ces installations leur soient fournies. Toutefois, lorsqu'une demande est faite pour une installation qui bénéficiera à la fois aux personnes handicapées et aux personnes non handicapées, il est plus probable que cette demande soit satisfaite.

b. Recueillir les priorités des personnes handicapées:

Le processus commence par l'identification des domaines thématiques de l'assemblée locale. VOICE Ghana guide le groupe de personnes handicapées à travers les domaines thématiques de l'assemblée locale pour les aider à trouver les installations qu'ils pourraient demander. VOICE Ghana informe le groupe que d'autres groupes de personnes handicapées seront également rencontrés et que leurs priorités seront également recueillies. VOICE Ghana rencontre ensuite d'autres groupes de personnes handicapées dans d'autres communautés et un processus similaire est mis en place.

c. Élaboration d'une prise de position: Les domaines prioritaires des groupes de personnes handicapées sont recueillis par VOICE Ghana dans un exposé de position et imprimés en vue d'un dialogue avec l'assemblée locale.

d. Réunion d'interface: VOICE Ghana envoie des copies de l'énoncé de position à l'assemblée locale et demande une réunion entre l'assemblée locale et les dirigeants des groupes de personnes handicapées. Le jour de la réunion convenu, VOICE Ghana accompagne les dirigeants des groupes de personnes handicapées à l'assemblée locale pour la réunion d'interface. Cette réunion est le point central du processus. Elle permet d'atteindre un point culminant de l'objectif de VOICE Ghana qui est de réunir les personnes handicapées et l'assemblée locale pour un dialogue. L'énoncé de position est souvent adopté par l'assemblée locale lors de la réunion.

e. Élaboration d'un mémorandum de compréhension:

Un mémorandum de compréhension reprenant les priorités convenues par l'assemblée locale et les personnes handicapées est élaboré. Un représentant des personnes handicapées et un représentant de l'assemblée locale signent le mémorandum de compréhension. Chacun reçoit une copie du mémorandum de compréhension signé. Les numéros

de téléphone du représentant de l'assemblée locale sont inscrits dans le mémorandum de compréhension pour faciliter le suivi et le retour d'information par les groupes de personnes handicapées. Les assemblées locales sont informées que les mémorandums de compréhension seront partagés avec les bailleurs de fonds partenaires du gouvernement. Cette information tend à exercer une pression supplémentaire sur l'assemblée locale afin de s'assurer que les priorités convenues sont intégrées dans le PDMT et mises en œuvre.

VOICE Ghana a mené à bien ce processus dans dix (10) districts de l'une des dix régions du Ghana. Dans la plupart des cas, toutes les questions présentées par les personnes handicapées pour être incorporées dans le PDMT ont été saisies dans les PDMT.

- Les assemblées locales n'approchent pas souvent les couches pauvres et vulnérables de la société pour leur permettre de contribuer aux processus de planification du développement des districts. Cela fonctionne mieux lorsque les pauvres et les groupes vulnérables eux-mêmes s'adressent à l'assemblée locale avec leurs besoins prioritaires pour le processus de planification.
- Il est plus efficace de demander des installations qui bénéficieront non seulement aux besoins uniques d'une partie de la communauté, mais aussi à la communauté dans son ensemble.



ÉTUDE DE CAS 9 :

Une étude de cas du Forum Civil Sénégal



La loi sénégalaise stipule que la participation des citoyens et la décentralisation sont des principes clés du développement local. Cependant, la loi ne précise pas ce qui compose le terme « participation citoyenne ». En réponse à cette lacune, le Forum Civil a développé une initiative pour aider à évaluer et à renforcer le niveau de participation des citoyens à la gouvernance locale dans les 557 districts du Sénégal. L'initiative est basée sur un outil appelé « certification citoyenne ». L'outil est une attestation de l'appréciation constructive et de l'évaluation de la performance de la gouvernance locale.

: Une plus grande attention doit être accordée à la bonne gouvernance dans le district.

iv. Le Forum Civil plaide pour une augmentation de l'allocation du gouvernement central aux districts qui obtiennent de bons résultats. Cela doit servir d'incitation pour encourager la promotion de la bonne gouvernance au niveau local.

L'initiative de certification citoyenne a permis d'accroître la bonne gouvernance et la participation des citoyens au niveau local. Les citoyens sont devenus de plus en plus impliqués dans le développement de leurs districts.

Étapes du processus de participation des citoyens par Forum Civil

i. Élaboration du manuel des principes de bonne gouvernance : Un manuel de bonne gouvernance a été élaboré pour définir les principes de bonne gouvernance tels que la participation des citoyens et l'évaluation de la bonne gouvernance et de la participation au niveau du district. Le manuel contient des indicateurs clés pour déterminer la bonne gouvernance. Ces indicateurs comprennent la participation des citoyens aux réunions de la mairie et à la budgétisation participative, la transparence, l'efficacité, l'autonomisation des femmes, le taux d'exécution du plan annuel, la mobilisation des ressources locales, la redevabilité et la passation des marchés.

ii. En utilisant le manuel des principes de bonne gouvernance, le Forum Civil évalue la gouvernance d'un district sélectionné à l'aide des indicateurs clés

iii. Un système de notation est utilisé pour calculer le degré de performance de chaque district selon les indicateurs définis. Les considérations liées aux performances globales des districts et les traitements possibles sont les suivants :

- Performance de 85% - 100% (certification Or) : La bonne gouvernance est une réalité qui doit être maintenue dans le district ;

- Performance de 65% - 84% (certification Argent) : La bonne gouvernance a commencé à se concrétiser dans le district ;

- Performance de 50% - 64% (certification Bronze) : La bonne gouvernance est une réalité qui doit se matérialiser dans le district ;

- Performance de 0% - 49% (Prix d'encouragement)



ÉTUDE DE CAS 10 :

Une étude de cas du Centre pour le Développement Démocratique du Ghana (CDD-Ghana)



Le projet intitulé "Promouvoir la redevabilité sociale par une participation citoyenne à la gouvernance locale au Ghana" est une initiative de cinq ans (2015-2019) avec le soutien financier de l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA). Le projet vise à renforcer la transparence, la participation et le retour d'information concernant les systèmes de budgétisation et de planification des autorités locales. Le projet vise à mobiliser l'intérêt des citoyens pour les programmes de planification et de budgétisation des assemblées métropolitaines, municipales et de district (AMMD). De plus, le projet a adopté des initiatives critiques dans le contexte de la redevabilité sociale visant à promouvoir l'action et l'interface des citoyens tout en déclenchant une gouvernance réactive et redevable au niveau local. L'objectif principal du projet est d'instaurer la transparence, la participation et le retour d'information autour des systèmes de planification et de budgétisation des gouvernements locaux afin d'améliorer la redevabilité dans l'utilisation des services et des ressources.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants:

- Renforcer la capacité des citoyens à contrôler les allocations budgétaires des AMMD et à suivre la manière dont ces allocations sont dépensées ;
- Améliorer la compréhension des praticiens des médias sur les questions de gouvernance locale afin de donner des reportages informés et de diffuser des informations sur les finances et les budgets des AMMD au public ;
- Renforcer la capacité du personnel clé des assemblées de district à cultiver des attitudes positives en vue de promouvoir la transparence dans la gestion des ressources et des recettes locales ;
- Accroître la participation des citoyens aux processus de planification et de budgétisation grâce à la création de forums de citoyens dans les 20 districts cibles ;
- Renforcer les capacités des citoyens en ce qui concerne la planification et le processus budgétaire des AMMD et approfondir le plaidoyer sur les possibilités d'engagement des parties prenantes ;
- Renforcer la capacité et l'intérêt des AMMD à mettre en œuvre des programmes et des activités de redevabilité sociale dans les cadres politiques existants ;

- Accroître la redevabilité et la transparence des AD envers les citoyens en ce qui concerne la gestion des ressources locales et la mise en œuvre des plans budgétaires ;
- Renforcer le suivi par les citoyens des plans et des budgets des gouvernements locaux par le biais de l'audit social ;
- Renforcer la capacité des médias en tant qu'outil de redevabilité sociale par l'éducation politique et l'engagement interactif entre les citoyens et les AMMD sur le budget et les plans locaux.

Valeur ajoutée

La mise en œuvre de ce projet a vu la création du Comité consultatif national de projet (CCNP) et du Comité consultatif de projet de district (CCPD) qui ont fourni des conseils et un soutien technique à l'équipe de projet au niveau national et du district. Le projet a utilisé cette structure pour renforcer l'adhésion et l'engagement des parties prenantes aux niveaux national et local envers le projet et a utilisé ces structures pour influencer les processus décentralisés de planification et de budgétisation. Le projet a également travaillé avec des organisations communautaires et des organisations de la société civile (OSC) basées dans les districts du projet pour s'approprier le projet afin d'en assurer la durabilité. La stratégie et les activités du projet sont fortement inspirées des politiques et des cadres réglementaires de l'État qui, à long terme, devraient améliorer la durabilité des interventions, des résultats et des effets.

Outils et approches

Le projet a impliqué les communautés (bénéficiaires) du projet dans la planification, la prise de décision et la budgétisation. Les bénéficiaires du projet, qui étaient à la fois des acteurs étatiques et non étatiques, ont été engagés à différents niveaux. L'équipe du projet s'est directement engagée auprès des acteurs étatiques (personnel des ministères, départements, agences, assemblées métropolitaines, municipales et de district (AMMD) tandis que les organisations communautaires (OC) et autres OSC qui ont servi de partenaires locaux du projet ont facilité et coordonné, en collaboration avec les personnes focales de district (personnel des AMMD), la mise en œuvre de toutes les activités du projet au niveau du district. Le Comité consultatif de projet de district (CCPD), qui comprend des représentants

de groupes et d'associations identifiables ainsi que des représentants des assemblées de district, a été le principal organe de mise en œuvre au niveau du district. Le CCPD a élaboré des plans d'activités (éducation, campagnes de sensibilisation et d'information dans les communautés, entre autres) et le budget.

L'équipe de projet a suivi les étapes suivantes pour la mise en œuvre du projet :

- Mise en place du Comité consultatif de projet pour superviser la mise en œuvre du projet. Ce comité a été créé pour renforcer l'adhésion et l'engagement des acteurs nationaux et locaux au projet tout en utilisant ces structures pour influencer les processus décentralisés de planification et de budgétisation et contribuer à la pérennité des résultats du projet.

- Collecte d'informations de base. Les informations de base ont contribué à façonner les interventions prévues au niveau du district et ont aidé à identifier d'autres projets et outils clés de redevabilité sociale qui étaient mis en œuvre par les OSC pour promouvoir la redevabilité sociale.

- Partenariat avec les OSC/OBC pour la mise en œuvre des activités du projet au niveau du district. Le projet s'est associé à des OSC/OBC pour promouvoir l'appropriation locale du projet, renforcer les capacités locales, partager l'information et assurer la durabilité des résultats et des effets du projet après la fin du projet de CDD-Ghana. Le cadre de mise en œuvre du projet a mis l'accent sur l'utilisation des organisations de la société civile/des organisations communautaires (OSC/OBC) comme partenaires locaux dans la mise en œuvre des activités du projet au niveau du district.

- L'éducation des citoyens par le biais de débats communautaires pour approfondir les connaissances et stimuler l'intérêt des citoyens pour les plans, le budget et les finances de l'AD. Cette éducation de masse a stimulé l'intérêt des citoyens pour les budgets et les finances des assemblées de district par les comités d'éducation de district (CED) et les médias. Les activités d'éducation et de sensibilisation ont permis aux citoyens et aux parties prenantes d'acquérir les connaissances et la compréhension nécessaires du système de planification et de budgétisation des AMMD et les ont préparés à demander des comptes et à encourager l'inclusion dans le processus de gouvernance en vue de promouvoir le développement durable.

- Formation et renforcement des capacités des acteurs au niveau du district et des médias sur la budgétisation

des administrations locales et la redevabilité sociale, et sur la manière de mettre le concept en pratique au niveau local.

L'organisation de forums sur le budget des citoyens et de réunions publiques au niveau du district. Il a servi de forum interactif et de redevabilité qui renforce la gouvernance participative au niveau local et a ouvert l'espace civique pour l'engagement entre les citoyens et leurs assemblées locales. Grâce à l'émission « Time with My Assembly » à la radio, le CDD a utilisé les stations de radio communautaires pour renforcer la redevabilité sociale dans les communautés en encourageant la discussion interactive et le retour d'information sur la prestation de services.

- Mise en place de Comités d'audit social (CAS). Les CAS ont été créés, formés et déployés pour auditer les projets et services de développement des AMMD dans le but d'habiliter et de renforcer la surveillance active et la participation des citoyens aux programmes de développement et de leur permettre d'exiger efficacement des responsables qu'ils rendent des comptes sur la prestation de services au niveau local.

- Séminaires de dialogue politique et de partage d'information. Ces séminaires ont servi de retour d'information et de plaidoyer sur la décentralisation en ce qui concerne la participation populaire. Ils ont permis d'explorer le niveau de conformité des AMMD aux dispositions sur la gouvernance participative de la nouvelle loi sur la gouvernance locale de 2016 (loi 936) et du cadre national de participation populaire.

Défis et solutions

Les principaux défis sont les suivants :

- Transferts de personnel et taux de départs élevés dans les AMMD. Pour relever ce défi, l'équipe de projet a partagé les documents de projet avec le nouveau personnel des AMMD et les nouveaux membres du personnel sont ensuite impliqués dans les activités du projet. L'équipe de projet avait également l'intention d'établir une communauté de pratique (CP) pour institutionnaliser les connaissances, les leçons et promouvoir le partage d'expérience.

- Manque d'informations fiables et d'engagement de la part des AMMD en raison de la mauvaise culture de communication parmi les AMMD au Ghana. Pour relever ce défi, le projet a travaillé en étroite collaboration avec le Comité consultatif national du projet (CCNP), les

directeurs généraux de district (DGD) et les personnes focales de district (PFD) pour rendre l'information accessible aux citoyens.

- Faible représentation des femmes dans les activités du projet en raison de la faible visibilité des femmes au sein des structures des assemblées de district. Pour relever ce défi, le projet a délibérément impliqué des acteurs non étatiques, en particulier des femmes, lors des réunions d'interface entre les citoyens et le gouvernement.

- Faible mobilisation des recettes des AMMD avec des conséquences négatives sur le financement de la participation populaire et des réformes de la gouvernance au niveau local. Il s'agit notamment du financement des principales structures de redevabilité et d'engagement public des collectivités locales. Le projet a fourni la motivation nécessaire aux AMMD pour mettre en œuvre ces réformes et les intégrer ensuite dans leurs plans et programmes.

- La difficulté de pérenniser les succès et les gains de l'action en matière de redevabilité sociale

- Les AD et, dans une plus large mesure, les DGMMMD ont d'abord perçu la redevabilité sociale comme un programme visant à les rendre impopulaires et à leur opposer une résistance en matière de plateformes d'engagement.

- Manque des capacités et de la disponibilité des OSC/OBC dans certains districts défavorisés pour diriger des sessions d'engagement communautaire

- La commercialisation des médias est coûteuse pour la redevabilité sociale

- La prolifération des stations de radio est certes positive pour la société libérale et démocratique, mais peu d'entre elles se concentrent sur des questions de développement telles que la redevabilité sociale

- Le transfert entre technocrates et la transition des nouveaux fonctionnaires ont entraîné beaucoup de retard

- Le financement de l'engagement civique en tant que priorité par les DGMMMD - les leçons tirées de l'analyse FFPM n'ont pas été utiles

Intégration des TIC

Le projet a utilisé et adopté des outils et mécanismes de communication innovants tels que WhatsApp pour

accélérer la communication avec les parties prenantes. Le projet a également utilisé Facebook et Twitter pour diffuser des informations préalables et postérieures sur les activités du projet. Le projet a également travaillé en étroite collaboration avec les médias pour la mise en œuvre des activités du projet, parallèlement au renforcement de leurs capacités. De plus, l'équipe du projet a élaboré des documents audiovisuels pour mettre en évidence les principaux mécanismes et plateformes participatifs à la disposition des citoyens dans le cadre du processus de planification décentralisée et de l'administration du budget des autorités locales au Ghana. Au total, quatre supports audiovisuels éducatifs distincts ont été produits en anglais et traduits dans les langues locales. Il a permis de renforcer la campagne de sensibilisation et de conscientisation des citoyens au processus de planification et de budgétisation décentralisée par les DGD. Ces matériels audiovisuels, vidéos/animations, ont été montrés aux bénéficiaires du projet lors de différentes réunions et engagements.

Impact

- Le projet a renforcé les capacités de vingt (20) organisations de la société civile (OSC/OBC/partenaires locaux) en matière d'utilisation d'outils de redevabilité sociale (tels que les fiches d'évaluation des communautés, les bulletins de score des citoyens, entre autres) et de techniques visant à améliorer la participation et la responsabilité des citoyens dans la formulation des politiques locales et l'utilisation du budget.

- Le projet a permis à plus de 100 communautés de se familiariser avec les politiques et les règlements de gouvernance locale et les mécanismes de responsabilité et de participation des citoyens à l'aide de matériel d'éducation et de communication audiovisuelle au niveau local.

- Le projet a amélioré la capacité de 20 AMMD et a mis en œuvre avec succès des réformes sur la gouvernance locale participative et redevable sur le Cadre national de participation populaire (CNPP) et l'Information sur la gestion des finances publiques (IGFP).

- Dans le cadre du plan d'action pour la participation populaire (P2), le projet a aidé les AMMD à mettre en place des programmes d'engagement des médias appelés « Time with my Assembly », en tant que mécanismes de responsabilité et de retour d'information entre les AMMD et les citoyens sur ses

politiques et programmes, ainsi que des réunions publiques appelées forums budgétaires des citoyens.

- Il a soutenu 20 AMMD dans le cadre du CNPP pour établir des Comités d'audit social (CAS), a formé et déployé les CAS ; et les a aidés à diffuser leurs rapports auprès des responsables afin d'améliorer la prestation de services au niveau local.

- Plus de 100 débats communautaires ont été organisés et plus de 11 000 participants y ont assisté dans les districts défavorisés ;

- Partenariat entre les citoyens et les assemblées ayant un impact positif sur le FGI dans certains districts.

- Les citoyens sont de plus en plus actifs et s'intéressent de plus en plus aux questions de gouvernance locale. Il existe des preuves que les citoyens approfondissent l'interaction avec les services décentralisés après les réunions publiques et exigent une réponse et une action de la part des autorités locales en matière de prestation de services et de projets.

- Amélioration des capacités et de l'intérêt des médias locaux pour les questions de redevabilité sociale.

- Structures fonctionnelles ayant un impact sur la prestation et la redevabilité du côté de l'offre et soutien à la transparence et à la participation populaire - CED, médias et utilisation des partenaires locaux ;

- Amélioration des attitudes et des actions en matière de redevabilité sociale par les AMMD, un nombre important d'assemblées préparant des plans SAP/P2 pour la première fois ;

- Les réunions publiques et les débats ont contribué à renforcer l'ouverture, la voix et l'inclusion, en particulier pour les femmes, les personnes handicapées et les communautés défavorisées ;

- Amélioration de l'accès à l'information sur le budget et les finances des administrations locales; et

- Enfin, le projet a renforcé le partenariat et la confiance entre les citoyens et les assemblées et a contribué à la promotion d'une société ouverte et inclusive, y compris l'accès à l'information pour les femmes, les personnes handicapées, les communautés rurales et les agriculteurs, en particulier lors des réunions publiques. Dans certains districts, cela s'est traduit par une amélioration des fonds générés en interne et de la réactivité des AMMD aux demandes des citoyens.

Suivi, évaluation et apprentissage

Le projet « Partenaires locaux » (OSC/OC) ont fourni des rapports sur toutes les activités mises en œuvre au niveau du district et ont partagé leurs expériences. Le projet a également évalué son impact par le biais d'ateliers et de réunions d'examen du projet. Les ateliers de révision du projet sont utilisés pour évaluer la mise en œuvre des activités du projet, pour identifier les défis, les leçons et le retour d'information. Les réunions d'examen ont également permis à l'équipe de projet de discuter de la stratégie de mise en œuvre des activités du projet. Les réunions/ateliers d'examen ont rassemblé les partenaires locaux, les points focaux des districts et d'autres représentants du comité d'éducation du district/comité consultatif de projet du district. Une évaluation à mi-parcours du projet a également été réalisée dans le cadre du projet. L'évaluation à mi-parcours s'est principalement concentrée sur la mesure dans laquelle l'équipe du projet a adapté la stratégie de mise en œuvre du projet pour la première phase (2015-2017), y compris les changements éventuels, leur efficacité et leur pertinence ; les principaux facteurs externes qui ont affecté la mise en œuvre du projet ; la capacité des citoyens et du personnel des AMMD à s'appuyer sur le projet ; s'assurer que les buts et objectifs du projet ont été atteints ; et les preuves de réussite et les leçons tirées. Les leçons tirées de l'évaluation à mi-parcours ont servi de base à la deuxième phase du projet.

Leçons apprises

- Il est essentiel de renforcer les capacités des organisations communautaires en tant qu'intermédiaires clés pour faciliter les relations entre les citoyens et les autorités locales et la mobilisation de ceux-ci.

- L'utilisation des OSC/OBC locales dans la mise en œuvre des activités de projet qui sont basées dans la communauté pour assurer l'appropriation des projets par la communauté et augmenter le taux de durabilité du projet après la fin de mise en œuvre du projet.

- Renforcer les capacités et le plaidoyer en faveur d'un financement efficace des structures gouvernementales locales et de la mise en œuvre des activités obligatoires du CNPP, en particulier les Unités de coordination de la planification des districts (UCPD), les Comités des plaintes en matière de relations publiques (CPRP), les Comités d'audit social et les sous-structures afin de combler le fossé entre les citoyens et les Assemblées et d'approfondir la participation des populations et

la redevabilité.

- Promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public et approfondir le plaidoyer auprès des acteurs étatiques pour améliorer le suivi du Cadre national de participation populaire (CNPP) adopté en 2016 et l'utilisation des modèles PFMÍ par les autorités locales.

- Davantage de soutien au plaidoyer et au renforcement des capacités des assemblées pour leur permettre d'établir et de rendre opérationnels les comités d'audit social (SAC) pour suivre les plans et les budgets des administrations locales ainsi que les plans sectoriels et départementaux pour améliorer le retour d'information et promouvoir la responsabilité.

- Le plaidoyer pour l'application du NPPF est nécessaire pour pérenniser l'action sur la redevabilité sociale au Ghana.

- Accorder un soutien aux OSC communautaires pour suivre et continuer à exiger des actions en matière de redevabilité sociale et mettre en œuvre des outils de redevabilité sociale tels que les cartes de pointage, l'audit social, entre autres.

- Pérenniser la communauté d'apprentissage et de partage d'informations sur la responsabilité sociale au Ghana afin d'agrèger les voix et l'impact.

- Mise en œuvre du plan d'action SAP/P2 par les AMMD comme spécifié par le CNPP.

- Tirer parti de l'élection des DGMD pour susciter plus d'intérêt et d'activisme au niveau local sur les initiatives et les actions de redevabilité sociale.

- Enfin, il est nécessaire de promouvoir l'apprentissage et le partage d'expérience entre les AMMD, en particulier parmi le personnel technique travaillant au niveau local, afin de renforcer les capacités et les connaissances au niveau local.



ÉTUDE DE CAS 11 :

Une étude de cas du FAWE Bénin : Forum Africain des Femmes dans l'Éducation (FAWE)



Dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, le FAWE s'efforce d'engager les acteurs du terrain à plaider auprès des autorités gouvernementales pour lever certains obstacles qui entravent la qualité de l'enseignement secondaire et technique (corruption, mauvaise gouvernance). L'une des actions de plaidoyer des acteurs du terrain, financé par OSIWA, a contribué à l'adoption par le Ministère de l'Enseignement Secondaire d'un arrêté sur la lutte contre la corruption.

Un groupe de jeunes motivés et formés par FAWE Bénin a vu l'importance de s'impliquer et d'amener les acteurs de l'éducation à la base (directeurs de collèges, enseignants, parents d'élèves, autorités locales et ministère) à s'impliquer dans un processus de plaidoyer pour analyser les blocages causés par la corruption en milieu scolaire. Cette mobilisation a suivi plusieurs étapes:

- Plaidoyer à l'endroit des autorités ministérielles en vue de les conscientiser à mieux assurer leur rôle de coordination des actions d'éducation au niveau de la base ;
- Forums de discussions sur les manifestations, les pratiques et les conséquences de la corruption, avec les élèves, les enseignants et les parents d'élèves en vue d'aboutir à un diagnostic.
- Atelier de Vision (Renforcement de capacité) des acteurs du sous-secteur de l'enseignement Secondaire et Technique pour agir contre la corruption.
- Plaidoyer à l'endroit de l'autorité ministérielle pour les amener à comprendre l'enjeu et l'importance de la répression et à prendre un arrêté en vue de décourager les actes de corruption dans les Etablissements secondaires et Techniques.
- Vulgarisation de l'arrêté sur la lutte contre la corruption dans 13 Collèges d'Enseignement Secondaire et Technique de Cotonou et ses environs par les jeunes.
- Conception et installation de posters dans les collèges en vue d'informer largement tous les acteurs de l'éducation en particulier les parents d'élèves qui sont toujours ignorants et laissés en marges des décisions.

Résultats

Cette action a connu une grande réussite car tous les acteurs sont réellement impliqués et chacun a joué sa partition pour que la voix de la population soit entendue et qu'un arrêté soit pris par le Ministère pour rendre

officielle la décision de lutter contre la corruption en milieu scolaire.

1- L'atelier de Vision et le plaidoyer à l'endroit des autorités ont abouti à la prise d'une position sur la lutte contre la corruption dans les Etablissements et collèges d'enseignement Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle au Bénin.

2- Un livre blanc est conçu sur la base des données collectées lors des forums de discussions organisées à l'endroit des élèves de 13 collèges, sur les manifestations de la corruption et comment elle est perçue et vécue par les élèves, les enseignants et les parents. L'objectif est d'informer et de conscientiser les acteurs directs et indirects du sous-secteur de l'enseignement Secondaire et Technique ;

3- Aujourd'hui, des posters avec des timbres officiels sont implantés dans les collèges concernés et la majorité des parents sont sensibilisés sur les différentes dispositions, sur leurs rôles et obligations (rôle des APE), et sont impliqués dans la gestion de l'école.

Ces documents publiés (livre blanc, copie de l'arrêté) sont disponibles dans les collèges concernés.



ÉTUDE DE CAS 12 :

Une étude de cas du Kids Educational Engagement Project (KEEP)



Le projet KEEP (Kids Educational Engagement Project, en français «Projet d'engagement éducatif des enfants») au Libéria contribue à améliorer la prestation de services et la participation des femmes en tant que groupes marginalisés touchés par les déficiences du secteur de la prestation de services alors primaire. Le projet, intitulé «Redevabilité sociale stratégique en matière de genre dans la prestation de services publics dans le domaine de l'éducation», cible les femmes en tant que principales détentrices de droits. L'objectif global du projet KEEP est d'améliorer les performances, en particulier pour les femmes et les filles, dans le domaine de l'éducation, et de construire une culture de redevabilité axée sur la demande et la réactivité du gouvernement face aux besoins liés à l'éducation des communautés. Les objectifs spécifiques du projet comprennent:

1. Renforcer les capacités des principaux détenteurs de droits (les femmes) et leur donner les moyens d'exiger la transparence et la redevabilité dans la fourniture de services éducatifs dans des écoles sélectionnées, par le biais d'un suivi régulier, de rapports et de plaidoyers pour l'amélioration des services ;
2. Faire en sorte que les institutions publiques soient plus réactives et redevables des engagements pris en matière de prestation de services dans le secteur de l'éducation, conformément aux normes et aux besoins documentés dans les rapports de suivi ;
3. Plaider en faveur de cadres juridiques et institutionnels efficaces qui favorisent la prestation de services de qualité dans le secteur de l'éducation, y compris la mise en œuvre et la révision du cadre juridique.

Le projet couvre 3 comtés (Grand Gedeh, Gbarpolu et Montserrado) et 12 écoles (4 écoles de chaque comté). Le projet travaille principalement avec les femmes en tant que principales détentrices de droits dont les capacités sont renforcées pour participer aux processus de prise de décision dans le secteur de l'éducation au niveau des comtés et des districts et pour utiliser les informations recueillies par le suivi pour la défense des droits au niveau national et le changement de politique.

Valeur ajoutée

Les femmes, qui sont la plupart du temps victimes de la corruption et des injustices, sont habilitées à se faire les championnes de la lutte pour une redevabilité axée sur la demande dans la prestation de services

éducatifs. L'esprit des jeunes apprenants est façonné pour se concentrer sur la lutte contre les problèmes dans les écoles et les communautés qui les touchent directement, grâce à la création de clubs d'intégrité.

Outils et approches

- Formation de Groupes d'Action des Femmes (GAF)
- Clubs d'intégrité - Outils d'Enquête sur le Suivi des Dépenses Publiques (ESDP) -
- Renforcement des capacités du GAF, débats radiophoniques, dépliants, jingles
- Événements annuels d'apprentissage, réunions des conjoints

Défis

Dès le début, l'appropriation du programme par les communautés a constitué un défi, en particulier lorsque la planification et la conception du projet n'ont pas été faites en consultation avec les communautés. Mais un engagement et une sensibilisation continus de la communauté ont permis d'impliquer davantage de membres et de garantir l'appropriation du projet. De plus, la période de mise en œuvre est d'un an, ce qui rend difficile le suivi des progrès (résultats de l'apprentissage). La plupart des membres des GAF ne savent pas lire et écrire et n'ont pas pu remplir le questionnaire de manière indépendante.

Impact

Grâce au KEEP, 12 Groupes d'Action des Femmes (GAF) de 150 femmes ont été créés dans trois comtés et les capacités ont été renforcées sur la manière d'utiliser l'Enquête de Suivi des Dépenses Publiques (ESDP). Les GAF ont suivi, dialogué, plaidé et fait campagne pour l'amélioration de la prestation de services, ont mené des actions d'éducation civique sur l'importance de l'éducation par le biais du porte-à-porte, des réunions des associations de parents d'élèves et des médias en utilisant des programmes radio. De plus, l'apprenant a été davantage impliqué grâce à la création de 12 clubs d'intégrité des étudiants, composés de 144 membres, afin de promouvoir la redevabilité, la lutte contre la corruption et l'éducation civique. Le suivi effectué par les femmes a contribué à augmenter le taux de fréquentation des étudiants. Les enseignants ont

également pris conscience des fréquentes visites des femmes à l'école et ont ainsi augmenté leur taux de fréquentation (63% - 91%). Cela a été rendu possible grâce au suivi de l'assiduité des enseignants et des élèves.

Le projet KEEP a également organisé des réunions nationales annuelles de plaidoyer de haut niveau, qui ont rassemblé le ministère de tutelle, les OSC et les communautés bénéficiaires pour discuter des résultats et de la voie à suivre dans le secteur de l'éducation. Vous trouverez ci-dessous d'autres résultats du projet :

- Participation active des communautés au suivi et à la gestion des écoles dans 12 communautés.
- Participation accrue des femmes au suivi de la prestation des services éducatifs.
- Augmentation de l'assiduité et de la ponctualité des enseignants et des élèves, et augmentation des inscriptions des élèves.
- La redevabilité des administrateurs des écoles envers l'Association des parents d'élèves (APE) a énormément augmenté depuis le début du suivi. Les administrateurs scolaires sont devenus plus ouverts à planifier ou expliquer les activités scolaires à l'APE.
- Meilleure coordination entre les autorités scolaires et l'APE. Dans une communauté scolaire, le GAF a demandé le transfert de deux enseignants qui étaient continuellement absents de l'école.
- 7 APE ont été restructurées avec 5 femmes élues à la présidence.
- Davantage de voix aux femmes pour s'exprimer sur le code de conduite des enseignants.
- 5 écoles ont mis en place un comité d'éducation des filles.
- Mise en place de comités d'alimentation scolaire dans 3 écoles.

Un consultant a été engagé pour examiner les informations disponibles sous la forme de documents du ministère de l'éducation, de memorandum de compréhension avec les acteurs privés, de rapports de base et d'évaluation préexistants, y compris une étude documentaire exhaustive des cadres juridiques et institutionnels pertinents guidant la prestation des services éducatifs (politiques, lois et institutions) ; et pour effectuer une analyse critique de tous les documents politiques pertinents.

Suivi, évaluation et apprentissage

Le projet KEEP (Projet d'engagement éducatif des enfants) a effectué un suivi conjoint avec le GAF et les responsables locaux de l'éducation du comté. Les histoires de changement ont été documentées à la fois par des textes et des vidéos. Certaines des leçons apprises portent sur la nécessité de porter la durée du projet à au moins 3 ans. La planification initiale doit être faite en consultation avec la communauté. Il y a aussi la nécessité d'ajouter la question des moyens de subsistance pour assurer la durabilité du projet et pour travailler avec les agences anti-pot-de-vin et le système judiciaire.



ÉTUDE DE CAS 13:

Une étude de cas des Partenariats de Volontariat pour l'Afrique de l'Ouest, Ghana.



Cette initiative de redevabilité sociale cherche à tenir le gouvernement du Ghana responsable de son mandat constitutionnel qui consiste à fournir une éducation de base obligatoire et gratuite à tous, ainsi que de sa promesse de fournir une école secondaire gratuite pour tous les élèves du secondaire. L'initiative vise à générer des preuves fiables, précises et valides qui seront utilisées pour guider la mise en œuvre de l'initiative et pour plaider en faveur d'une augmentation des dépenses publiques pour les besoins éducatifs. Cela permettra de garantir que la politique de l'école secondaire gratuite et ses composantes sont pleinement mises en œuvre et, en cas de lacunes, les boucles de rétroaction aideront le gouvernement à prendre des mesures correctives.

L'objectif de cette initiative de redevabilité sociale est d'assurer un accès juste et égal à l'enseignement secondaire gratuit pour les garçons, les filles et les enfants vulnérables grâce à une efficacité et une efficacité accrues dans la mise en œuvre de la politique de l'école secondaire gratuite du gouvernement du Ghana. Ses objectifs spécifiques sont les suivants :

1. Augmenter l'allocation de fonds, le respect des délais et la fonctionnalité de la politique de l'école secondaire gratuite.
2. Accroître la participation des citoyens dans la mise en œuvre de la politique de l'école secondaire gratuite.
3. Assurer le suivi des projets et l'apprentissage pour améliorer la mise en œuvre de la politique de l'école secondaire gratuite.

Valeur ajoutée

1. Introduction du code de service de messages courts pour un retour d'information rapide des citoyens.
2. Création de l'application mobile pour informer les citoyens sur toutes les nouvelles concernant la zone du projet.
3. Création du site web pour informer le grand public et évaluer les réactions du public.
4. Organisation de forums des parties prenantes où les principales agences gouvernementales interagissent avec le public sur le programme de l'école secondaire gratuite ainsi que le public peut demander au gouvernement de lui fournir des explications sur des questions liées à la politique.

Outils et approches

Les Partenariats de Volontaires pour l'Afrique de l'Ouest, au Ghana, facilitent l'appropriation en faisant des bénéficiaires de l'intervention une partie des exécutants de l'intervention, en faisant d'eux des leaders et en leur rendant redevables envers leur propre peuple, en leur soumettant des rapports en temps opportun et en acceptant les retours d'information sur l'intervention. Les étapes suivantes sont utilisées :

1. Plaidoyer et réunions d'interface entre les citoyens et les responsables.
2. Médias (journaux/radios/télévision/en ligne) pour sensibiliser et éduquer les citoyens sur la politique.
3. Ligne directe pour recevoir des retours par le biais de la voix et du service de messages courts des citoyens
4. Système d'information de gestion et système d'information géographique pour suivre les principaux livrables de la politique de libre circulation des personnes.
5. Visites à durée déterminée dans des écoles sélectionnées dans les zones de mise en œuvre des projets.

Défis

Les défis des Partenariats de Volontaires pour l'Afrique de l'Ouest sont :

1. Acceptation de l'intervention par les bénéficiaires cibles.
2. Stratégie de communication toujours limitée en raison de la barrière linguistique.
3. Le soutien gouvernemental à l'intervention en temps opportun est généralement retardé par la bureaucratie.
4. Les ressources financières et matérielles, telles que les salles de réunion, les installations de conférence, etc. pour mettre en œuvre les interventions sont généralement rares et, même lorsqu'elles sont trouvées, peuvent être très coûteuses et hors budget.

Pour surmonter certains de ces défis, les Partenariats de Volontaires pour l'Afrique de l'Ouest ont adopté une approche de dépenses allégées, utilisant ainsi des ressources qui sont dans les limites du champ d'intervention et du budget. Ils utilisent également des protocoles et des partenariats pour obtenir le

soutien du gouvernement et rédigent des propositions détaillées à l'intention des parties prenantes intéressées afin d'obtenir un soutien financier.

Impact ou résultats

Au cours de la mise en œuvre de la première année, un certain nombre d'actions ou de stratégies d'intervention ont bien fonctionné et ont donc servi de meilleures pratiques. Des modules de formation au suivi et à l'évaluation ont été élaborés, et le personnel ainsi que certaines OSC ont été formés à l'aide de ces modules. Ils ont également été formés à l'utilisation de tous les instruments de collecte de données qui avaient été mis au point. Les outils de collecte de données ont été conçus pour recueillir des données permettant de mesurer les progrès et les informations de gestion, ainsi que d'en rendre compte. Des systèmes d'information de gestion et des systèmes d'information géographique ont été mis en place pour gérer électroniquement les données et les informations générées par l'intervention. Enfin, un cadre d'échantillonnage a été élaboré et utilisé pour sélectionner les 37 écoles des deux régions d'intervention afin de mettre en œuvre l'intervention.

Suivi, évaluation et apprentissage

1. Des questionnaires d'impact ont été élaborés et administrés à toutes les principales parties prenantes pour l'évaluation
2. Des visites sur place à fréquence régulière sont utilisées comme outil d'évaluation
3. Le retour d'information et l'évaluation sont également des outils utilisés après les interventions
4. Examen complet de tous les documents, procédures et processus et identification des lacunes et des insuffisances
5. Préparer un rapport mettant en évidence les conclusions de l'examen et proposant des recommandations sur les domaines à améliorer
6. Développer un système d'information de gestion et un système d'information géographique pour suivre les principaux livrables issus de l'intervention.

Leçons

1. L'intervention doit inclure de multiples parties prenantes et partenaires.
2. Les bénéficiaires de l'intervention doivent être fortement impliqués dans l'intervention pour en assurer la durabilité.
3. L'impact mesurable doit être l'objectif final de l'intervention
4. Le développement de plusieurs flux de financement est essentiel pour la durabilité de l'intervention.



ÉTUDE DE CAS 14:

Une étude de cas du Movement for Resettlement and Rural Development (MoRRD)



Dans un contexte de contrôle insuffisant de la prestation des services publics et de faible participation des citoyens à la formulation des politiques publiques et des budgets aux niveaux national et régional, le MoRRD a lancé un projet pilote de redevabilité sociale dans trois communautés. Le projet visait à stimuler la demande des citoyens et à faire pression sur les prestataires de services pour qu'ils remplissent leur obligation de fournir des services de qualité dans les communautés locales. L'objectif de l'initiative était de s'assurer que les membres de la communauté s'appuient sur l'engagement civique pour parvenir à la redevabilité, c'est-à-dire utiliser la voix plutôt que le vote comme outil de redevabilité publique. Un objectif clé était d'améliorer la transparence dans la prestation de services et l'utilisation du budget dans les communautés sélectionnées. Les outils utilisés dans le cadre du projet comprenaient des bulletins de score communautaires, la budgétisation participative et le suivi des dépenses publiques, l'accès à l'information par le biais des TIC et des audits sociaux.

Résultats

L'initiative a permis de faire entendre les besoins et les préoccupations des communautés sur les systèmes de prestation et de qualité des services. Elle a encouragé la participation des communautés comme moyen d'améliorer l'accès aux services. Le projet a contribué à la réduction des services inefficaces et peu performants grâce à un engagement fort avec les membres de la communauté au niveau local.

Le processus de budgétisation participative et les points d'entrée pour l'engagement civique.

L'engagement des citoyens est au cœur du processus. Le processus de planification et de prise de décision participative comprend l'engagement direct des citoyens dans les processus par lesquels les agents du district ou de la municipalité élaborent leurs budgets à court, moyen et/ou long terme. Le processus comprend généralement les étapes suivantes :

Les membres de la communauté identifient les priorités de dépenses et sélectionnent les délégués budgétaires

Les délégués au budget élaborent des propositions de dépenses spécifiques, avec l'aide d'experts.

Les membres de la communauté votent sur les propositions à financer. L'autorité locale met en œuvre les propositions les plus importantes.

Principaux défis

- Faible capacité des citoyens en matière de budget public
- Des capacités de contrôle et de suivi budgétaire insuffisantes
- Mauvais accès à l'information financière publique
- Défis dans la hiérarchisation des besoins et des demandes de la communauté
- Augmentation de la charge de travail des fonctionnaires : La budgétisation participative est un processus complexe auquel participent de nombreux acteurs externes et internes.



ÉTUDE DE CAS 15 :

Une étude de cas du Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (ROTAB)



Le Réseau des Organisations pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire (ROTAB) est un collectif nigérien de plusieurs associations, ONG et syndicats qui mettent en commun leurs connaissances et leurs expériences en vue de participer activement à la campagne mondiale pour la redevabilité et la transparence. Le ROTAB a pour but de suivre le budget dans les secteurs clés tels que l'éducation, l'environnement, l'élevage, la santé, l'agriculture etc.

Description de l'initiative

L'initiative consiste à impliquer le citoyen dans le contrôle du budget de l'Etat avant, pendant et après l'adoption de la loi de finances. Il s'agit d'amener le citoyen nigérien à mieux comprendre le budget de l'Etat et les enjeux de la loi de finances.

La création du cadre de concertation des OSC (organisation de la société civile) avait permis au ROTAB de former 15 jeunes qui ont créé des pages Facebook, twitter et des groupes WhatsApp afin de sensibiliser la population sur les nouvelles mesures anti-sociales contenues dans la loi de finances de 2018. Ceci a contribué à l'organisation des Journées d'Action Citoyenne (JAC). Les objectifs visés sont les suivants :

- Utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour mieux informer les citoyens ;
- Sensibiliser les citoyens à travers les réseaux sociaux ;
- Mobiliser un grand nombre de citoyen à dénoncer les mesures anti-sociales contenues dans la loi de finances 2018 ;
- Amener les utilisateurs des réseaux sociaux à protéger leurs comptes (Facebook ; WhatsApp et twitter contre le piratage)

Rôle de ROTAB

Pour effectuer le suivi budgétaire, le ROTAB agit pour les comités au niveau de 8 communes du Niger en utilisant les plans de développement communaux, les passations des marchés et le plan d'investissement annuel. Le ROTAB travaille aussi avec le cabinet des jeunes avocats du Niger et une organisation membre du réseau, qui est l'Association Nigérienne de Lutte contre la Corruption (ANLC).

Approches de mise en œuvre

- o Collecter des informations sur le journal officiel et le site web du gouvernement qui traitent du budget de l'Etat
- o Traiter ces informations et les analyser afin de les publier sur les réseaux sociaux.

Le ROTAB outille les membres des différents comités à faire le suivi budgétaire, à maîtriser le contrôle citoyen de l'action publique dans les communes. Les bénéficiaires sont impliqués à travers leurs besoins exprimés par les comités qui sont des acteurs dans la mise en œuvre et dans l'exécution du projet.

Défis et contraintes rencontrés:

- La non-maîtrise des outils pour le contrôle citoyen de l'action publique par certains membres du comité et la réticence des autorités dans les différentes communes.
- Le manque de diversité des plateformes publiques où les citoyens peuvent avoir accès à l'information.

Impact

- Les jeunes sont formés et utilisent les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour mieux faire passer les messages dans le respect de la réglementation en vigueur et pour protéger leurs comptes (Facebook, twitter, WhatsApp)
- Les citoyens sont sensibilisés à travers les réseaux sociaux ;
- Les journées d'actions citoyennes ont mobilisé un grand nombre de citoyens qui ont marché pour dénoncer les mesures antisociales contenues dans la loi de finances de 2018 ;
- Les actions du ROTAB dans la commune de Bermo ont contribué à une augmentation du budget annuel de 1 750 000 à rehausser plus de 5 000 000 dans l'année 2019. Ainsi toutes les communes ont progressé significativement tout en rehaussant leurs budgets alloués à l'éducation.

Ces résultats sont palpables parce que les autorités communales ont cessé d'attribuer des contrats de gré à gré et les contractants ne sont plus obligés de respecter les normes et les accords dans l'exécution des contrats.

Suivi et Évaluation

Les comités sont chargés de répertorier les avancées dans le suivi budgétaire ainsi que les budgets annuels de l'année en cours et de l'année précédente.

Lessons Learnt

Il est important de:

- Sensibiliser les acteurs avant la mise en place des comités ;
- Faire une comparaison des budgets des années antérieures afin de fournir des données probantes.
- Développer davantage d'applications numériques pour la gouvernance et l'administration, afin d'aider le gouvernement à être plus transparent dans les recrutements ; les marchés publics et la loi de finances.
- Impliquer les organisations de la société civile à l'élaboration du budget de l'Etat.



ÉTUDE DE CAS 16 :

Une étude de cas de Penplusbytes Ghana



Penplusbytes présente une étude de cas sur les pratiques exemplaires, les défis et les leçons à tirer de l'utilisation des TIC pour l'engagement civique envers la redevabilité sociale. Penplusbytes a réalisé un projet de deux ans intitulé « Redevabilité Sociale Axée sur la Technologie pour les Résultats ». Il a tiré parti de la technologie numérique innovante complétée par une enquête de suivi sur les dépenses publiques participatives pour la santé et l'éducation, des bulletins de score pertinents des politiques du secteur de la santé et de l'éducation et un plaidoyer efficace dans le but ultime de contribuer à la capacité des citoyens de demander des comptes au gouvernement dans le cadre de la redevabilité politique et sociale.

Les objectifs du projet étaient les suivants :

- Accroître les mécanismes de responsabilisation axés sur les citoyens pour surveiller la prestation de la fonction publique
- Donner aux citoyens les moyens d'exiger des sanctions contre les élus pour la mauvaise prestation des services

Le projet était axé sur l'un des programmes de protection sociale phares des gouvernements du Ghana, le Programme National d'Alimentation Scolaire. Le but du projet était de fournir aux citoyens un mécanisme permettant de fournir une rétroaction au gouvernement du Ghana sur la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire. Le projet Responsabilité Sociale Axée sur la Technologie pour les Résultats a adopté une stratégie « tous médias », qui consistait à utiliser l'infrastructure de communication en ligne et hors ligne comme mécanismes de collecte de la rétroaction des citoyens sur le programme.

Approche et Rôle

L'approche de Penplusbytes a commencé par sensibiliser la collectivité à ses droits et à ses avantages décrits dans les politiques de protection sociale (visualisation et infographie). Ensuite, Penplusbytes formera et habilitera les groupes de citoyens à engager/organiser une action collective. Ces groupes de citoyens surveillent la performance et échangent les informations afin de créer des pressions et une demande de réponse de la part des responsables. Ils surveillent également les changements de manière périodique et fournissent des commentaires à l'aide de nouveaux outils numériques tels que Whatsapp, SMS, réseaux sociaux, formulaires Web et participent à des programmes médiatiques

traditionnels ainsi qu'à des événements présentiels pour exiger la responsabilisation.

Après avoir mené une première enquête qui a permis de sélectionner les zones géographiques et les questions centrales du projet, le rôle de Penplusbytes a ensuite pris la forme suivante :

1. Établir les préoccupations de la communauté concernant le Programme National d'Alimentation Scolaire. Cela a été fait à travers un sondage.
2. Faciliter le développement de l'appropriation du projet par la communauté. Cela a été fait à travers les processus suivants d'entrée et d'engagement de la communauté :
 - a. Dresser la liste des principales parties prenantes dans les districts sélectionnés.
 - b. Réunions individuelles avec les parties prenantes identifiées. Les parties prenantes comprenaient des organismes religieux, des organismes traditionnels, l'assemblée de district et des groupes de base/organismes communautaires. Les réunions individuelles ont servi à informer les parties prenantes de l'objectif du projet et à les sensibiliser à la valeur qu'il leur apporterait.
 - c. Sélection des points focaux de chaque groupe d'intervenants : Au cours des réunions individuelles, des points focaux de chaque partie prenante ont été choisis pour jouer le rôle de recueillir les préoccupations des membres de la communauté et de les transmettre à Penplusbytes. Le rôle des points focaux a constitué un élément clé du projet. Même si les membres de la communauté seraient encouragés à utiliser une plateforme en ligne pour communiquer leurs commentaires, des personnes-ressources seraient disponibles pour recevoir les commentaires verbaux des membres de la communauté qui n'ont pas accès aux TIC. Les points focaux maintiendront également la relation entre les membres de la communauté et Penplusbytes et leur engagement envers le projet.
 - d. Réunion conjointe avec les groupes d'intervenants : Une fois les réunions individuelles terminées, une réunion collective a eu lieu avec les parties prenantes. Cette réunion conjointe a permis de présenter les points focaux choisis au groupe élargi et de renforcer l'adhésion des membres de la collectivité au projet.
3. Information des membres de la collectivité sur les mécanismes du projet : Cette information a été fournie par le lancement du projet durant une audience. Le but

de l'audience était d'attirer plus de voix dans le projet. Ainsi, l'audience a réuni un groupe encore plus grand de membres de la communauté. Pendant l'audience, l'objectif du projet a de nouveau été expliqué à la communauté. Les personnes focales ont été présentées à la communauté.

4. Établissement et entretien de la plateforme en ligne.

5. Communication des préoccupations de la communauté aux responsables nationaux.

6. Retour d'information aux membres de la communauté sur les réponses des responsables nationaux.

En utilisant cette approche participative et ce rôle inclusif, Penplusbytes, a impliqué les bénéficiaires du projet dans le processus en mettant les citoyens au centre du projet, en déterminant ce qui doit être suivi, en analysant les leçons tirées et les éléments probants issus des résultats et en impliquant activement les bénéficiaires dans le changement des processus d'amélioration. Cela signifie qu'ils (citoyens) sont propriétaires de l'intervention. De cette façon, le suivi des citoyens n'est pas seulement une question de savoir si les projets ont été mis en œuvre ou non, mais il va plus loin afin de permettre aux citoyens d'analyser les effets qui en résultent sur leur vie et de trouver la meilleure façon de reproduire les succès ou de trouver des solutions alternatives là où il y a des échecs.

L'intégration des TIC

Les TIC ont été intimement liées à la conception du projet. Elles ont servi de plateforme de communication bidirectionnelle à la base de cette intervention particulière de redevabilité sociale. Tout d'abord, il y a eu la conception et le développement d'un site web (<http://www.platformafrica.net>) qui sert de dépôt/centre de connaissances pour le projet, puis l'utilisation de réseaux sociaux combinés avec le téléphone portable (SMS et WhatsApp) pour envoyer des informations aux citoyens et l'utilisation des mêmes outils TIC pour recueillir les réactions des citoyens. Cela a permis une plus grande portée et pénétration de l'intervention au-delà des emplacements physiques du projet.

Impact

Le projet a créé une culture dans laquelle les citoyens sont équipés pour s'engager activement dans la mise en œuvre des politiques et exiger des comptes. Cela a été réalisé en sensibilisant et en améliorant les connaissances des citoyens sur les politiques de protection sociale sélectionnées (Autonomisation des moyens d'existence contre la pauvreté -Livelihood Empowerment Against Poverty (LEAP) et le Programme d'Alimentation Scolaire du Ghana (GSFP). L'amélioration des connaissances sur ces politiques a alimenté les mécanismes de responsabilisation des citoyens dans le suivi de la prestation des services publics dans les deux districts du projet (EDA et Assemblée du district d'Ashaiman). Le projet a également permis aux citoyens d'exiger des sanctions de la part des responsables en cas de mauvaise prestation de services. Un exemple concret est la découverte faite par le Class Media Group (CMG) à Ashaiman que les élèves d'un groupe d'écoles particulier étaient nourris sans poisson/viande sur leurs repas. Des rapports ont été faits au bureau municipal de l'éducation et au bureau de l'aide sociale de l'assemblée pour que cela soit rectifié et que le traiteur soit sanctionné.

À la fin du projet, les citoyens des districts du projet, à travers les outils TIC, sont bien informés et aptes à demander une meilleure prestation de services dans le cadre de la redevabilité politique et sociale.

La diffusion de l'outil numérique développé dans le cadre du projet dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et parmi les OSC au Ghana a également prouvé que la technologie pour la redevabilité sociale est une voie à suivre et doit être encouragée au sein des acteurs impliqués.

Suivi et Évaluation

Le Suivi et Evaluation (S&E) a été rationalisé dans tous les aspects du projet afin d'assurer l'efficacité dans l'atteinte des objectifs du projet. Il y avait un système de S&E qui fonctionnait bien, composé d'un volet axé sur la collecte de données, ainsi qu'un volet informel intégré de suivi et de communication qui permet d'interagir avec les bénéficiaires du projet.

Le système de S&E de Penplusbytes a été intégré dans la

conception et la mise en place des projets et des points de référence ; la collecte et la gestion des informations pour réfléchir à l'expérience et à la manière d'améliorer les actions ainsi que le cadre pour communiquer et rendre compte des résultats. Les Penplusbytes ont continuellement eu accès aux résultats, aux réalisations et aux impacts réels avec ce qui était prévu dans la stratégie du projet et à la compréhension des écarts afin d'identifier les changements nécessaires dans la stratégie et le fonctionnement.

En utilisant un système complet de suivi et d'évaluation, Penplusbytes a mis en place un système spécifique de suivi de projet pour suivre l'avancement du projet en se concentrant sur les trois étapes clés du suivi et de l'évaluation du projet, à savoir le suivi du processus, le suivi des activités et le suivi des résultats. Les Penplusbytes ont externalisé le suivi et l'évaluation de fin de projet à un consultant indépendant qui a réalisé un rapport destiné à l'équipe du projet. Penplusbytes a utilisé les indicateurs clés suivants, entre autres, pour mesurer le succès du projet ou autre :

- Les citoyens sont conscients des questions de redevabilité politique et sociale
- Les citoyens exigent des comptes, demandent de la redevabilité
- Des rapports sur les réactions des citoyens sont produits, publiés et utilisés pour influencer la politique au niveau national
- Production et utilisation de notes politiques pour le plaidoyer
- La société civile est sensibilisée aux questions de redevabilité sociale
- Les médias jouent un rôle dans l'exigence de redevabilité politique et sociale

Les défis principaux et solutions mises en œuvre

1. Des changements de gouvernement au cours de la mise en œuvre du projet peuvent entraîner un besoin de réintégration et de réengagement auprès des représentants nouvellement élus ou nommés au sein de l'assemblée de district. Les retards dans la nomination des fonctionnaires au niveau du district peuvent également entraîner des retards dans la mise

en œuvre du projet.

2. Un changement de gouvernement peut également entraîner un nouveau changement dans la stratégie gouvernementale de mise en œuvre du programme de protection sociale choisi. Cela pourrait avoir des répercussions sur le projet.

3. Il peut y avoir des retards dans l'obtention de la rétroaction et des réponses des porte-parole nationaux pour la communication sur place aux communautés. En effet, c'est parce que le concept de gouvernance participative est encore étranger à certaines assemblées, étant donné que les dirigeants des communautés locales ne sont pas redevables aux citoyens puisqu'ils ne sont pas élus par les citoyens, mais plutôt nommés par l'exécutif ou employés en tant que fonctionnaires. La stratégie clé pour surmonter ce défi consistait à mobiliser continuellement les représentants du gouvernement en ligne (par le biais des réseaux sociaux et en les ajoutant aux groupes WhatsApp) et hors ligne (par des forums en face à face et des engagements médiatiques).

4. Sans la mise en œuvre de la Loi sur le droit à l'information (RTI), l'équipe de projet a eu beaucoup de mal à accéder à certains documents gouvernementaux et aux mises à jour sur la mise en œuvre des politiques des ministères concernés. Cela a été atténué par la persistance, la recherche et l'utilisation de voies alternatives comme le fait d'engager les décideurs dans les médias et focaliser la discussion sur les données initialement demandées.

5. Il a été difficile, au début du projet, de faire en sorte que les citoyens s'adaptent à l'utilisation des outils TIC pour faire participer les fonctionnaires, car ils étaient habitués à un engagement en face-à-face, ce qui a parfois été préféré car cela permettait aux citoyens de demander également des faveurs personnelles. Ce défi a été atténué par le recours à des événements hors ligne pour sensibiliser les utilisateurs finaux (les citoyens) sur l'importance de l'utilisation des outils TIC et à l'impact que l'on peut obtenir de leur utilisation.

Leçons

Les TIC peuvent briser les obstacles et rendre la gouvernance plus inclusive, car les citoyens ne sont pas limités par le temps, la distance et les coûts pour participer au suivi et à l'évaluation des politiques de protection sociale. Il est donc nécessaire d'utiliser

largement les TIC dans toutes les sphères de la gouvernance pour rendre le processus politique vraiment inclusif.

L'ensemble du travail du Ministère du Genre, des Enfants et de la Protection Sociale (Mogcsp) peut être promu et le suivi des interventions sociales plus efficace en adoptant la plateforme pour rendre leur travail plus efficace. Il est également important d'élaborer une stratégie uniforme de plaidoyer fondée sur des données probantes par les OSC dans leurs rapports avec les représentants du gouvernement.

Lors de la mise en œuvre de programmes basés sur les TIC dans les communautés rurales, il est important de combiner les mécanismes de communication en ligne avec les mécanismes de communication hors ligne. La création de la plateforme en ligne est la partie la plus facile. C'est l'interaction personnelle qui est plus difficile et plus importante. En effet, c'est la communication personnelle et individuelle qui permet de construire les relations solides sur lesquelles repose le succès du projet. Enfin, en faisant appel aux médias, toutes les plateformes et tous les outils doivent être utilisés pour atteindre les citoyens ordinaires. Ce faisant, personne ne sera laissé pour compte.



ÉTUDE DE CAS 17 :

Une étude de cas du Centre International pour le Reportage d'Investigation, Nigeria



L'ICIR est une agence de presse indépendante à but non lucratif qui cherche à promouvoir la transparence et la redevabilité par le biais de reportages d'investigation solides et objectifs. La mission de l'ICIR est de promouvoir la bonne gouvernance et d'ancrer les valeurs démocratiques en dénonçant, exposant et combattant la corruption. Avec le soutien de la Fondation Ford, l'ICIR a renforcé les capacités du personnel des salles de presse et des journalistes en matière d'investigation critique. L'ICIR accorde également de petites subventions aux journalistes pour la réalisation de reportages d'investigation. Les succès de ces efforts se reflètent dans la qualité des nouvelles et des articles journalistiques vus au Nigeria. La capacité des journalistes à soulever le problème de la corruption n'a été possible que grâce aux relations de collaboration solides que l'ICIR a développées avec les OSC.

Question clé en matière de redevabilité et de gouvernance

Les rapports d'enquête deviennent inefficaces lorsqu'ils ne font qu'exposer les fonctionnaires corrompus sans attirer l'attention sur les failles des institutions et des systèmes qui permettent la corruption.

De nombreuses organisations de journalisme en Afrique ne sont pas encore assez importantes et diversifiées pour se doter d'une unité d'investigation spécialisée. Les journalistes des pays africains peuvent ne pas avoir accès à une formation spécialisée dans ce domaine du journalisme. La faiblesse des infrastructures de communication et le faible accès aux documents et informations officiels, en particulier dans les communautés rurales, peuvent entraver son efficacité. Ces difficultés constituent un obstacle à l'efficacité de la couverture sur la redevabilité en tant qu'outil de bonne gouvernance.

De solides relations de collaboration avec les OSC renforcent la capacité des journalistes à soulever des questions de corruption.

Le processus d'établissement de la demande au moyen de diverses plateformes médiatiques et de TIC a un effet multiplicateur. Il permet de multiplier la capacité des OSC à :

La collecte efficace et effective de l'information, l'analyse des données, la gestion des connaissances et la diffusion de l'information;

L'amplification de la voix et de la diversité des citoyens dans le secteur;

la mobilisation des alliés;

La plateforme interactive en temps réel pour l'engagement du gouvernement citoyen;

La technologie, appuyée par les mécanismes appropriés en ligne et hors ligne, peut aider efficacement les citoyens dans leur quête de responsabilité politique et sociale;

Les processus d'établissement de la demande au moyen de diverses plateformes de TIC et de médias grand public permettent la collecte, l'analyse et la diffusion efficaces de l'information;

L'utilisation novatrice des TIC permet l'amplification de la voix et de la diversité des citoyens dans le secteur, la mobilisation des alliés et des plateformes interactives en temps réel pour l'engagement des gouvernements citoyens.

BIBLIOGRAPHIE

Dornboos, M. (2010). Good Governance: The Rise and Decline of a Policy Metaphor? *The Journal of Development Studies*, 37(6) 93-108.

Dubnick, M. J. & Frederickson, H.G. (2009). The State of Agents: A Special Issue.

Accountable Agents: Federal Performance Measurement and Third-Party Government. *Journal of Public Administration Research and Theory*, 20, i143–i159.

Dubnick, M.J. & Yang, K. (2009). The Pursuit of Accountability: Promise, Problems, and Prospects. Forthcoming in Donald Menzel and Harvey White, eds. *The State of Public Administration*. Armonk, NY: M. E. Sharpe.

Dubnick, M.J. & Frederickson H. G. (2011). Public Accountability: Performance Measurement, The Extended State, And the Search for Trust. Washington National Academy of Public Administration and The Kettering Foundation.

Federation of Community Legal Centres

Frederickson, H. G., Smith, K.B., Larimer, C.W. & Licari, M. J. (2012). *The Public*

Administration Primer. United States of America: Westview Press. 2nd Edition

Gao, S. & Zhang, J. (2006). Stakeholder Engagement, Social Auditing and Corporate Sustainability. *Business Process Management Journal*, 12(6) pp.722-740.

Gaventa, J. & McGee, R. (2013). The Impact of Transparency and Accountability Initiatives. *Development Policy Review*, 31 pp s3–s28.

Geary, P. Legal Coordinator for the Child Rights Information Network *Children's Rights: A Guide to Strategic Litigation*

Joshi, A. (2010). Impact and Effectiveness of Transparency and Accountability and Initiatives: A review of the evidence to date. Prepared for the Transparency and Accountability Initiative Workshop October 14 – 15, 2010.

Krenjova, J. & Raudla, R. (2013). Participatory Budgeting at the Local Level: Challenges and Opportunities for New Democracies. *Halduskultuur – Administrative Culture*, 14 (1) pp.18-46.

McCoy, L. M. & Scully, P.L (2002). Deliberative Dialogue to Expand Civic Engagement: What Kind of Talk Does Democracy Need? *National Civic Review*, 91(2).

Peruzzoti, E. & Smulovitz, C. (2006). *Social Accountability an Introduction*

Shah, A. (2007). Ed. *Public Sector Governance and Accountability Series*. Performance Accountability and Combating Corruption. The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank.

Shilemanns, T. & Busuioc, M. (2014). Predicting Public Sector Accountability: From Agency Drift to Forum Drift. *Journal of Public Administration Research and Theory*.

World Development Report 1989, The International Bank for Reconstruction and

Development/The World Bank, Oxford University Press



WACSI

Renforcer la Société Civile

WACSI Tous Droits Réservés

